

Extrait du registre des délibérations du Conseil Municipal

Conseillers en exercice	43
Présents	31
Représentés	12
Absents	/

Votes	
Pour	43
Contre	/
Abstention	/

Conseil Municipal

Séance du Mercredi 2 Février 2022

Le deux février deux mille vingt-deux à dix-neuf heures trente, le Conseil Municipal de la commune de Choisy-le-Roi, légalement convoqué à domicile par écrit le 26 janvier 2022, s'est réuni à l'Hôtel de Ville, Salle du Conseil municipal, sous la présidence de Monsieur Tonino PANETTA, Maire.

Etaient présents :

M. Mmes. : PANETTA Tonino, ID ELOUALI Ali, OSTERMEYER Sushma, COELHO Vasco, BRULANT Marina, DRUART Frédéric, FRANCISOT Amandine, HABI Hacène, LAJILI Yamina, MARQUES Henrique, HACHE Bénédicte, FONDENEIGE Matthias, FONTAINE Sabrina, SAYADI Walid, GAULIER Danièle, SASU Hancès, LORES Monique, CHIRRAANE El Arbi, BANCE Stéphane, FADLI Hafida, BEZACE Mathilde, BOURVEN Julien, GARROUT Karim, MARTIN Melisande, COHEN Rachel, DESPRES Catherine, LUC Nadine, AOUMMIS Hassan, GUILLAUME Didier, HUTIN Sébastien, LEMOINE Nathalie

Etaient représenté-e-s :

M. THIAM Mustapha	mandat à M. SAYADI Walid
Mme DIMNET Jocelyne	mandat à Mme OSTERMEYER Sushma
M. OMRANE Alain	mandat à Mme HACHE Bénédicte
M. BOLLE DALLIAH Kristian	mandat à Mme FADLI Hafida
M. CHALBI Yacin	mandat à M. ID ELOUALI Ali
Mme LANTERNIER Lucie	mandat à M. HABI Hacène
Mme OZCAN Canan	mandat à Mme LAJILI Yamina
M. DESROCHES Damien	mandat à Mme SASU Hancès
Mme FOURNIER Laura	mandat à Mme GAULIER Danièle
Mme JUHEL Françoise	mandat à M. HUTIN Sébastien
M. ESSONE MENGUE T.	mandat à M. GUILLAUME Didier
Mme BENKAHLA Malika	mandat à M. AOUMMIS Hassan

Etaient absentes :

Secrétaire de séance : Mme LAJILI Yamina

**Certifié exécutoire compte tenu
de sa transmission au
contrôle de légalité de la
Préfecture de Créteil le**

08 FEV. 2022

de la publication le

08 FEV. 2022

O B J E T

**Débat d'Orientations Budgétaires portant sur le budget de la
commune de Choisy-le-Roi
Exercice budgétaire 2022**

Débat d'Orientations Budgétaires
portant sur le budget de la commune de Choisy-le-Roi
Exercice budgétaire 2022

L'organisation du Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) accompagné du rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) est obligatoire pour les Commune.

Le Conseil Municipal doit débattre sur les orientations générales du budget primitif, dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci et les conditions fixées par son règlement intérieur.

Une délibération actant de la tenue du débat sur le DOB doit être votée par le conseil municipal.

Un Rapport d'Orientations Budgétaires a été établi et envoyé préalablement à chaque conseiller(e) municipal(e) afin qu'il ou elle puisse en prendre connaissance et participer au Débat d'Orientations Budgétaires de la commune pour l'exercice 2022 qui se tient lors de la séance.

LE CONSEIL,

Oùï, l'exposé de Monsieur le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2312.1 et D 2312-3,

Vu la Loi N° 2015-991 DU 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) et notamment l'article 107-II-4 et 5,

Vu la loi N° 2018-32 du 22 janvier 2018 de programmation des finances publiques pour les années 2018 à 2022 et notamment son article 13,

Vu le décret N° 2016-841 du 24 juin 2016, concernant les modalités de publication et de transmission dudit rapport,

Vu le règlement intérieur article 18 du Conseil Municipal,

Vu le rapport d'Orientations Budgétaires (ROB) transmis aux élu(e)s préalablement,

DÉLIBÈRE

Article 1^{er} – Prend acte que le Débat d'Orientations Budgétaires sur la base du Rapport portant sur le budget de la commune s'est tenu, avant le vote du budget primitif de l'exercice 2022 au Conseil Municipal du 2 février 2022.

Article 2 – Dit que le rapport d'orientations budgétaires sera transmis au représentant de l'État dans le département et au président de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont elle est membre, soit la Métropole du Grand Paris dans un délai de quinze jours et sera mis à disposition du public à l'Hôtel de Ville dans les quinze jours suivants la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires.

Article 3 - : Demande au Maire de préparer le budget 2022 selon les orientations définies.

Article 4 - La présente délibération peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au contrôle de légalité, de sa notification et/ou de sa publication. Le tribunal administratif de Melun peut être saisi par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Fait et délibéré en séance du 2 février 2022

Pour extrait conforme,

Tonino PANETTA
Maire de Choisy-le-Roi





Direction Générale

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGÉTAIRES 2022

**Conseil Municipal
Mercredi 2 février 2022**

SOMMAIRE

I – AVANT PROPOS – Le cadre du débat d’orientations budgétaires	4
II – LE CONTEXTE GENERAL : situation économique et sociale nationale et internationale	5
1 – L’environnement international.....	5
2 – Le contexte national.....	6
III – LA LOI DE FINANCES 2022	9
1 – Analyse de la loi de finances pour 2022	9
2 – Les impacts pour les collectivités	12
IV – EVOLUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	13
1 – Les charges à caractère général	13
2 – Les charges de personnel	14
3 – Les atténuations de produits	14
4 – Les autres charges de gestion courante	15
5 – Les charges d’intérêt de la dette	17
6 – Les charges exceptionnelles	17
V – EVOLUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	18
1 – Les atténuations de charges.....	18
2 – Les produits des services et du domaine.....	18
3 – Les impôts et taxes.....	19
4 – Les dotations et participations.....	20
5 – Les autres produits de gestion courante.....	22
6 – Les produits financiers.....	22
VI – EVOLUTION DES RESSOURCES HUMAINES	23
1 – L’évolution des ressources humaines.....	23
2 – Les pistes d’évolution pour optimiser la masse salariale.....	29

VII – Programmation pluriannuelle des investissements.....	31
1 – Les Autorisations de Programme et Crédits de Paiement.....	31
2 – La programmation hors gestion en AP/CP.....	33
 VIII – STRUCTURE DE LA DETTE	35
1 – Les orientations sur lesquelles s’appuie la gestion de notre dette.....	35
2 – Caractéristiques de la dette de notre commune.....	36
3 – Profil d’extinction de la dette.....	37
 IX – EVOLUTION DE L’EPARGNE – FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS.....	38
1 – Le budget, son évolution prévisionnelle.....	38
2 – Les équilibres financiers.....	39
3 – Projection financière de la section d’investissement.....	39

I – AVANT PROPOS

Le cadre du débat d'orientations budgétaires

Le Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) représente une étape essentielle de la procédure budgétaire des collectivités. Il constitue la première étape du cycle budgétaire annuel des Collectivités Locales. Il précède l'élaboration du Budget Primitif (BP) et les Décisions Modificatives (DM). La clôture du cycle budgétaire se concrétise par le vote du Compte Administratif (CA).

Le Rapport d'Orientations Budgétaires ROB doit être présenté dans les deux mois précédant l'examen du Budget Primitif. Il a pour but de permettre à l'assemblée délibérante d'échanger sur les principales directives budgétaires et d'être informée sur l'évolution de la situation financière de la Ville. Il doit permettre une vision précise des finances de la Ville et des orientations poursuivies.

Si depuis 1992, la tenue d'un débat sur les orientations budgétaires est une obligation pour toutes les communes et établissements publics locaux dont la population est supérieure à 3 500 habitants, ce sont la loi Notre du 7 août 2015, puis la loi de programmation des Finances Publiques 2018-2022 qui ont fixé la physionomie des débats et rapports d'orientations budgétaires. Le contenu du ROB et sa présentation sont ainsi codifiés à l'article L.2312-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) qui impose que le rapport présente :

- Les orientations budgétaires, et notamment les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes (fonctionnement et investissement) ;
- Les engagements pluriannuels envisagés ;
- La structure et la gestion de la dette contractée.

En outre, le Code général des collectivités territoriales prévoit que, dans les communes de plus de 20 000 habitants, le Maire présente un rapport sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes intéressant le fonctionnement de la commune, les politiques qu'elle mène sur son territoire et les orientations et programmes de nature à améliorer cette situation. Ce rapport est donc présenté dans la même séance du Conseil municipal.

Parce qu'il s'inscrit dans un contexte économique totalement bouleversé par la crise sanitaire de la Covid 19, ce temps fort de la vie municipale prend encore cette année un relief tout particulier.

Il s'agit en effet d'identifier des orientations budgétaires qui permettent au Conseil Municipal de prendre en compte à la fois les objectifs du mandat de la Municipalité pour répondre au mieux aux préoccupations de la population choisyenne tout en intégrant les impacts sur les finances de la Ville d'une crise sanitaire et économique majeure subie par l'ensemble des acteurs à l'échelle du monde. Il permet de préfigurer les priorités qui seront affectées dans le Budget Primitif voire au-delà pour certains programmes lourds.

A l'issue du débat du Conseil municipal, il convient donc de délibérer, pour donner acte à l'exécutif d'avoir organisé le débat dans les délais prescrits.

II – CONTEXTE GENERAL

1- L'environnement international

(Sources documentaires : Projections macroéconomiques Banque de France sept. 2021 – Note de conjoncture La Banque Postale sept. 2021).

C'est l'une des bonnes surprises du début d'année 2021. L'industrie va plutôt mieux que prévu, même en France. Ce rebond est visible dans beaucoup de pays, grâce à la reprise du commerce international. L'Asie, notamment, tire les exportations à la hausse et donc la production industrielle en France.

Ouverte en Chine, puis aux Etats-Unis et enfin en zone euro, la phase de vif rebond ou plutôt de rattrapage de l'activité perdue au cœur de la crise sanitaire, s'achève dans le même ordre. La plupart des économies devraient rejoindre, d'ici fin 2022, leurs rythmes tendanciels de croissance pré-Covid. Des déséquilibres majeurs se sont formés ou plutôt accentués au cours de la crise sanitaire, dont le choc a été absorbé pour l'essentiel par le secteur public.

Selon certains scénarios, les mécanismes économiques de restauration, même partielle, des bilans privés et publics conduiront à un ralentissement de la dépense en 2022 un peu partout dans le monde. En conséquence, la croissance mondiale ralentirait à 4,4% après 5,8% en 2021. En 2022, le PIB mondial serait inférieur de 3% au niveau attendu avant la crise Covid.

Alors que les mesures de confinement ont conduit à un repli de l'activité mondiale plus ou moins marqué selon les pays en fonction de la sévérité des mesures et de leur calendrier, un rebond «mécanique» de l'activité est intervenu une fois ces contraintes progressivement levées.

L'inflation a augmenté fortement aux Etats-Unis, au Canada et au Royaume-Uni mais elle reste modérée en Europe et en Asie. Actuellement, l'augmentation des prix des matières premières et des coûts du transport maritime au niveau mondial ajoute environ 1,5 point de pourcentage à la hausse annuelle des prix à la consommation dans les pays du G20 et elle explique l'essentiel de la remontée de l'inflation sur l'année écoulée. La hausse des prix à la consommation qui s'établit à 4,5% à la fin de l'année 2021 devrait revenir à 3,5% à la fin 2022, soit à un niveau tout de même supérieur aux taux observés avant la pandémie.

De nombreuses interrogations subsistent pour les mois à venir. Tout d'abord, la situation sanitaire reste très préoccupante, l'émergence de souches variantes du virus semble venir minorer l'espoir né de la mise en place de campagnes vaccinales à l'échelle planétaire.

Dans ce contexte, les politiques économiques vont encore être beaucoup sollicitées. Après les décisions intervenues au printemps 2021, une sorte de statu quo semble être de rigueur du côté des banques centrales. Sur le plan budgétaire, l'heure est au plan de relance. C'est vrai pour l'Europe, en particulier en France. C'est aussi une perspective outre-Atlantique.

2- Le contexte national

La vigueur de la reprise de l'activité économique s'est confirmée en 2021 en France après la chute historique de 2020. Dans un contexte de bonne diffusion de la vaccination, le PIB et l'emploi ont nettement rebondi au deuxième trimestre 2021.

Pour la France, le contrôle de la situation épidémique, permis par le pass-sanitaire et l'accélération de la campagne vaccinale devrait en effet permettre à la croissance de s'établir à +6,7 % sur l'ensemble de l'année 2021. Le déficit public 2021 est attendu à 8,4 % du PIB pour une prévision à 9,4% en LRF1 2021. Pour 2022, le déficit public serait quasiment réduit de moitié soit à 4,8 % du PIB.

La croissance du PIB atteindrait ainsi 6,3 % en 2021 en moyenne annuelle, puis environ 4 % en 2022, avant de revenir légèrement sous 2 % en 2023. L'activité retrouverait son niveau pré-Covid dès fin 2021. La révision en hausse des prévisions pour 2021 depuis juin traduit avant tout un rebond un peu plus fort qu'anticipé à la fin du premier semestre. Le pouvoir d'achat des ménages, après avoir été préservé en 2020 (+ 0,2 % en moyenne), reprendrait une croissance de près de 3 % cumulés sur 2021-2023.

L'inflation totale (IPCH) s'élèverait à 1,8 % en 2021 (en moyenne annuelle) avec des pics mensuels plus marqués, qui l'amèneraient à évoluer au-dessus de 2 % d'août à décembre 2021. Pour autant, cette poussée significative, due notamment aux effets des hausses des coûts des intrants industriels sur les prix des produits manufacturés, devrait rester temporaire. L'inflation IPCH baisserait ainsi à 1,4 % en moyenne annuelle en 2022 du fait notamment de la stabilisation du prix de l'énergie. En 2023, l'inflation totale, comme l'inflation sous-jacente, s'établirait à 1,3 % en moyenne annuelle. Néanmoins, l'aléa sur cette prévision d'inflation est orienté à la hausse.

L'économie française sort donc de la crise Covid et va aborder une nouvelle phase. Après le fort rebond de 2021 provoqué par la réouverture de l'économie et les mesures de soutien, le PIB va progressivement revenir vers son niveau potentiel. Les conditions seront encore favorables à l'horizon de cette projection (surplus d'épargne disponible des ménages, situation financière globalement préservée des entreprises, plan de relance) mais vont redevenir progressivement davantage dépendantes des moteurs plus structurels de la croissance.

▪ **Grace au soutien public, le marché du travail se serait montré plus résilient qu'attendu :**

La dégradation du marché du travail a été plus limitée et de plus courte durée qu'attendu. L'emploi total a fortement progressé au deuxième semestre 2021 (+ 130 000 emplois en moyenne trimestrielle).

La résilience du marché du travail est donc meilleure que prévu, grâce notamment au soutien des mesures publiques. L'emploi salarié a ainsi retrouvé son niveau d'avant-crise dès la mi-2021, même si le nombre d'heures travaillées par emploi reste plus bas en raison de la persistance d'une activité partielle encore significative (240 000 en équivalent temps plein en juillet). Désormais, l'économie française retrouve son principal défi d'avant-crise : des difficultés fortes de recrutement pour la moitié des entreprises alors même que le chômage resterait élevé à 8 %.

Revenu à un niveau supérieur à celui de l'avant crise, l'emploi pourrait ensuite temporairement marquer le pas début 2022, dès lors que l'extinction du dispositif d'activité partielle provoquerait une normalisation des conditions d'emploi dans l'ensemble des entreprises, et en particulier des heures travaillées par tête. Dans ce contexte, le taux de chômage se stabiliserait autour de son niveau actuel sur l'horizon de cette prévision.

▪ **Avec un emploi et des revenus préservés pendant la crise, la reprise des dépenses des ménages devrait être forte :**

En 2020, les amortisseurs publics ont évité une forte dégradation du marché du travail et préservé le pouvoir d'achat des ménages d'un point de vue macroéconomique, même si cette vision agrégée peut masquer des situations particulières plus contrastées. Le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages s'est établi ainsi à 1,4 % au-dessus de son niveau d'avant-crise au deuxième trimestre 2021. Étant donné une consommation et un investissement des ménages bridés par les confinements successifs, le revenu non dépensé s'est accumulé dans un surplus d'épargne

financière (la différence entre le revenu et l'ensemble consommation plus investissement) dont le cumul atteindrait un pic de 170 milliards d'euros fin 2021 (après 111 milliards fin 2020 et 157 milliards mi-2021), soit environ 7 points de PIB. Ceci représenterait un réservoir potentiel supplémentaire de soutien à l'activité à venir et le scénario central retient que les ménages en dépenseraient un peu plus d'un quart d'ici à la fin de l'horizon de prévision en consommation et en investissement. Les dépenses des ménages seraient également favorisées par un contexte globalement favorable sur le marché du travail, avec la poursuite de la progression des revenus d'activités et donc du pouvoir d'achat.

Spécifiquement, le rebond de la consommation des ménages amorcé depuis juin 2021 se confirmerait sur les mois suivants, dans un contexte de conditions sanitaires moins contraignantes économiquement avec la diffusion de la vaccination. Cela permettrait une baisse rapide du taux d'épargne des ménages qui passerait au-dessous de son niveau d'avant-crise au début de l'année 2022, avant de le retrouver à la fin de l'horizon de la prévision. Les ménages rattraperaient ainsi une partie de leur sous-consommation de 2020-2021.

De même, le rebond de l'investissement des ménages dans la construction de logements est déjà bien enclenché puisqu'il a atteint au deuxième trimestre 2021 un niveau supérieur à celui de la fin d'année 2019. Les indicateurs de court terme du secteur de la construction suggèrent que cette reprise se poursuivrait, dans un contexte de conditions de financement très favorables. Les ménages rattraperaient ainsi complètement leur sous-investissement passé pendant la crise.

▪ **Un impact durable de la crise sanitaire sur les finances publiques :**

Le déficit public, qui a massivement soutenu les revenus des ménages et des entreprises pendant la crise, resterait trop élevé pour que le ratio de dette publique se réduise durablement.

En effet, le maintien pour environ 60 milliards d'euros des principales mesures d'urgence et de soutien (fonds de solidarité, activité partielle, annulations de cotisations sociales et dépenses de santé supplémentaires) se cumulerait avec la montée en charge du plan de relance (un peu plus de 25 milliards d'euros de dépenses en 2021) et avec le Ségur de la santé (près de 10 milliards d'euros), pour faire progresser à nouveau en 2021 les dépenses publiques hors crédit d'impôt (2 % en volume) après la très forte hausse de 2020 (près de 7 % en volume).

Les baisses d'impôts consenties dans le plan de relance (10 milliards d'euros d'impôts de production) ainsi que celles programmées avant la crise (dégrèvement de la taxe d'habitation et baisse du taux d'impôt sur les sociétés) devraient de leur côté contribuer à limiter les prélèvements obligatoires en 2021. Le taux de prélèvements obligatoires atteindrait ainsi en 2021 un niveau très légèrement inférieur à son niveau d'avant-crise (43,7 %, contre 43,8 % en 2019). Outre le rebond de la croissance, le financement européen du plan de relance devrait également contribuer à limiter le déficit en 2021.

Grâce à la très forte croissance du PIB et à la consommation d'une partie de l'excédent de trésorerie constitué par les administrations publiques auparavant, le ratio de dette publique s'infléchirait légèrement, passant d'environ 115 % du PIB en 2020 à un peu plus de 114 % en 2021, mais plus de 15 points au-dessus du ratio d'environ 98 % en 2019.

Le déficit public continuerait « tendanciuellement » à diminuer, grâce à une croissance toujours vigoureuse, la normalisation de certaines dépenses, une charge d'intérêt en baisse et la poursuite du financement européen du plan de relance. Il resterait cependant, hors nouvelles mesures qui pourraient être décidées dans les prochains projets de loi de finances, proche de – 4 % du PIB en 2023, en raison de la conjugaison de deux facteurs :

- un taux de prélèvements obligatoires en baisse de près d'un point de PIB par rapport à son niveau de la période pré-crise (44,7 % en 2019 hors double compte CICE)
- un ratio de dépenses primaires sur PIB (hors crédits d'impôt) en hausse d'un peu plus d'un point de PIB par rapport à son niveau pré-crise (52,3 % en 2019).

Le ratio de dette publique pourrait en conséquence diminuer en 2022, mais avec un déficit restant en fin d'horizon supérieur au niveau qui stabiliserait la dette, il pourrait repartir un peu en hausse en 2023.

Les principaux chiffres à retenir pour 2022 :

	2021	2022
Déficit public	- 8,4 %	- 4,8 %
Endettement (en % du PIB)	115,6%	114 %
Croissance	+ 6,3 %	+ 4%
Part des dépenses publiques (en % du PIB)	59,9 %	55,6 %
Taux de prélèvements obligatoires (en % du PIB)	43,7 %	43,5 %

III – LA LOI DE FINANCES 2022

1- Analyse de la loi de finances pour 2022

Le Projet de Loi de finances pour 2022 (PLF 2022), dernier budget du quinquennat d'Emmanuel Macron, est bâti pour accompagner la relance économique, dans un contexte de croissance soutenue et de réduction marquée du déficit public.

Le Ministre de l'Economie et des Finances le qualifie ainsi de budget « de relance, d'investissement et de normalisation ».

Pour les collectivités locales, ce budget est notamment marqué par la réforme des indicateurs financiers et fiscaux servant au calcul et à la répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et des mécanismes de péréquation.

De nombreuses autres mesures concernent les territoires, parmi lesquelles l'évolution des dotations de péréquation (et plus généralement l'évolution des concours financiers de l'Etat), le maintien à un niveau extrêmement élevé des dotations de soutien à l'investissement local, ou encore la réforme de la dotation de soutien aux communes pour la protection de la biodiversité.

L'enjeu est de favoriser la reprise économique par l'investissement, et surtout de **construire le monde de demain** autour des grands thèmes de transition énergétique et écologique, des nouvelles mobilités, de la santé et du sport et plus généralement de l'investissement au service des acteurs économiques locaux, de l'équilibre et de l'attractivité des territoires.

▪ Le déploiement du plan de relance se poursuivra en 2022 :

Face à la crise sanitaire, et dans la continuité des mesures d'urgence et de soutien aux entreprises et salariés que le Gouvernement a prises dès le début de la crise, le plan France Relance, doté d'une enveloppe de 100 Md€ a été mis en œuvre depuis l'été 2020. Il répond aux trois défis structurels de l'économie française : l'accélération de la transition écologique, l'amélioration de la compétitivité des entreprises et le renforcement de la cohésion sociale (compétences) et territoriale (développement de tous les territoires).

Il doit ainsi consacrer 4 milliards d'euros à la rénovation des bâtiments publics et privés, dont 1 milliard est réservé au bloc communal et aux départements «grâce à des fonds de l'Etat dont l'affectation a été opérée localement par les préfets».

Il se décline autour de 3 priorités :

- La rénovation énergétique des bâtiments, infrastructures de transports, stratégie hydrogène, biodiversité
- L'amélioration de la compétitivité des entreprises (capital investissement, recherche, relocalisations, soutien à l'export, au secteur culturel
- Le soutien aux plus fragiles (emploi des jeunes, activité partielle, formation...)

La mise en œuvre du plan France Relance a été très rapide : d'ores et déjà, il soutient l'activité et l'emploi, et il contribue aux transformations de notre économie pour la rendre plus verte, plus compétitive, plus solidaire. Un an après sa présentation, l'objectif d'engagements d'ici à la fin de l'année 2021 était de 70 Md€.

Ce déploiement à un rythme très soutenu se poursuivra en 2022 : le projet de loi de finances pour 2022 prévoit ainsi l'ouverture, sur la mission « Plan de relance », de 12,9 M€ de crédits de paiement destinés à couvrir une part des engagements déjà réalisés en 2021.

Par ailleurs, la rapidité de déploiement de France Relance permettra de respecter le calendrier de mise en œuvre associé au plan national de relance et de résilience (PNRR), approuvé au niveau européen le 13 juillet 2021. À ce titre, un premier versement à la France a d'ores et déjà été effectué au titre du préfinancement de son plan par le biais de la facilité pour la reprise et la résilience, à hauteur de 5,1 Md€ (sur près de 40 Md€ attendus par la France). L'effectivité du déploiement du plan France Relance, de la mise en œuvre des réformes présentées dans le cadre du PNRR et de l'atteinte des cibles et jalons sur lesquels la France s'est engagée sera primordiale pour l'obtention des prochaines tranches de financement, dont 7,4 Md€ sont attendus en 2022.

▪ **Compensation de la baisse des impôts de production :**

Comme annoncé par le gouvernement fin août, la loi de finances acte bien une baisse de 10 milliards d'euros sur les impôts économiques locaux à compter de l'an prochain afin de « soutenir les entreprises, l'activité et l'emploi dans les territoires ».

Pour cela, la part régionale de la contribution sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) sera supprimée, pour plus de 7 milliards d'euros, alors que les impôts fonciers des établissements industriels seront réduits de moitié entraînant une suppression de 1,75 milliard d'euros de recettes de TFPB et 1,54 milliard de CFE pour le bloc communal.

Pour l'heure, même si le gouvernement a répondu aux associations d'élus locaux que la compensation accordée aux communes et aux EPCI serait « à l'euro près, via un prélèvement sur les recettes de l'Etat, à hauteur de 3,3 milliards d'euros » et prendrait en compte l'évolution des bases, les modalités de ce dispositif de "neutralisation" restent à préciser.

▪ **Dotations aux collectivités :**

La dotation globale de fonctionnement (DGF) des communes comprend :

- La dotation forfaitaire des communes
- La dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU)
- La dotation de solidarité rurale (DSR)
- La dotation nationale de péréquation (DNP)

Dotation globale de fonctionnement (DGF) : Principal concours financier de l'Etat aux collectivités locales, ce dernier maintient en 2022 le même montant de DGF qu'en 2021, soit près de 26,8 milliards d'euros, avec 18,3 milliards d'euros versés au bloc communal et 8,5 milliards d'euros aux départements.

Cette stabilité globale se fait au profit des collectivités bénéficiant des Dotations de Solidarité Urbaine et Rurale (DSU et DSR) qui augmenteront chacune de 95 millions d'euros, mais aussi des départements qui voient leurs dotations de péréquation augmenter de 10 millions d'euros. Un choix qui entraîne un redéploiement de crédit au sein de la DGF des communes et donc une réduction de la dotation forfaitaire de plusieurs communes à cause du mécanisme d'écêtement.

Quant à la Dotation Nationale de Péréquation (DNP), elle verrait son enveloppe inchangée pour la 8^{ème} année consécutive.

Fond de compensation pour la TVA (FCTVA) : Le FCTVA verrait son enveloppe maintenue à 6,5 Mds d'euros en 2022.

L'article 251 de la loi n°220-1721 des finances pour 2021 a mis en œuvre l'automatisation de la gestion du FCTVA. La réforme consiste à automatiser la gestion du FCTVA par un recours à une base comptable des dépenses engagées et mises en paiement et par la dématérialisation quasi-intégrale de la procédure d'instruction, de contrôle et de versement.

Compte tenu du décalage temporel dans le versement du FCTVA inhérent aux régimes de versement de fond, l'automatisation s'est donc appliquée aux dépenses payées à compter du 1^{er} janvier 2021 pour les seuls bénéficiaires du versement du FCTVA l'année de réalisation de la dépense. Elle s'étendra en 2022 aux bénéficiaires relevant du

régime de versement N-1, ce qui est le cas pour la commune de Choisy-le-Roi. Enfin, elle concernera en 2023, les bénéficiaires relevant du régime de versement N-2.

Autres dotations : S'agissant des dotations destinées à l'investissement local, la dotation politique de la ville (DPV) sera maintenue à 150 millions d'euros comme en 2021. Enfin, le PLF 2022 acte d'un abondement supplémentaire de 337 millions d'euros au titre de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL), afin de compléter le financement des contrats de relance et de transition écologique (CRTE). La Ville de Choisy-le-Roi va ainsi bénéficier d'une subvention d'un montant maximum de 500 000 €, grâce au dispositif « plan de relance » de la DSIL, pour les travaux de mise en place d'un dispositif de vidéo protection.

▪ **Réforme des indicateurs financiers et fiscaux (article 47 du PLF 2022) :**

La suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales ainsi que la réduction des valeurs locatives servant de calcul des bases d'imposition des établissements industriels conduiraient à d'importantes évolutions dans les calculs des indicateurs financiers et fiscaux servant à la détermination de la DGF et des différents mécanismes de péréquation tel que le Fond national de Péréquation des ressources Intercommunales et Communales (FPIC).

L'article 47 du PLF pour 2022, suivant les principales recommandations du Comité des finances locales, entreprend la révision des modes de calcul de ces indicateurs, parmi lesquels le potentiel financier et l'effort fiscal.

a- Le potentiel financier : Il mesure la richesse fiscale d'une collectivité. Rapporté au nombre d'habitants, plus il est faible, plus le niveau de dotation est potentiellement élevé.

- Schématiquement, **jusqu'en 2021**, sa formule de calcul est la suivante :
 - Bases de TH / TFPB / TFPNB / CFE x taux moyens nationaux
 - + produits de la fiscalité économique (CVAE, IFER, TASCOT, TATFNB)
 - + FNGIR / DCRTF / prélèvements communaux sur le produit brut des jeux / contribution sur les eaux minérales / redevance des mines.
- **A compter de 2022**, le potentiel relatif à la taxe d'habitation sur les résidences principales est naturellement supprimé. De plus, la formule de calcul intègre de nouveaux produits fiscaux :
 - Droits de mutation à titre onéreux ;
 - Imposition forfaitaire sur les pylônes ;
 - Majoration de la taxe d'habitation due au titre des logements meublés non affectés à l'habitation principale ;
 - Taxe locale sur la publicité extérieure ;
 - Fraction de TVA octroyée aux EPCI répartie au prorata de la population de la commune dans le total de la population de l'EPCI.

b- L'effort fiscal : Il mesure la pression fiscale applicable sur une collectivité une collectivité. Son niveau dépend d'un rapport entre le produit fiscal réellement perçu par une collectivité et son potentiel.

• **Jusqu'en 2021**, le produit fiscal (figurant donc au numérateur du rapport) comprenait l'ensemble des produits de TH, de TFPB, de TFPNB et de TEOM / REOM, perçus sur le territoire de la commune, par cette dernière mais aussi par les EPCI.

• **A compter de 2022**, le potentiel fiscal ne sera calculé qu'en fonction du produit fiscal perçu par la commune, sans prise en compte des produits perçus par les EPCI et sans prise en compte des produits servant à financer la compétence « ordures ménagères ».

c- Le calendrier de déploiement de la réforme et la mise en place d'une « fraction de correction »

• Les effets de la réforme des indicateurs financiers et fiscaux devraient être lissés dans le temps. Le PLF pour 2022 prévoit par ailleurs la mise en place d'une « fraction de correction » destinée à neutraliser, totalement dans un premier temps, puis partiellement par la suite, les effets non seulement de la réforme des indicateurs financiers et

fiscaux proprement dite, mais aussi ceux hérités des réformes de la taxe d'habitation et des impôts de production. Néanmoins, l'évolution des autres variables (population par exemple) devrait continuer d'être prise en compte.

- La neutralisation serait donc complète pour 2022.
- En l'état actuel des textes (un décret d'application est cependant attendu), la fraction de correction devrait neutraliser 90% des effets des différentes réformes en 2023, puis 80% en 2024, 60% en 2025, 40% en 2026 et 20% en 2027. En 2028, aucun correctif ne serait ainsi intégré.
- Enfin, les différents jeux de garantie existants pour chacune des dotations ne seraient pas modifiés.

2- Les impacts pour les collectivités

▪ Fiscalité locale :

Taxe d'habitation :

Entamée en 2019, la réforme de la fiscalité locale, et notamment celle de la taxe d'habitation des résidences principales, se poursuit avec l'entrée en 2021 dans la réforme des 20 % de ménages les plus aisés. Pour rappel, les communes et les EPCI ne peuvent plus augmenter leur taux TH depuis 2019, le taux TH applicable en 2022, sera d'office celui de 2019.

Après la première phase de dégrèvement (2018 à 2020 pour 80 % des ménages), 2021 correspond à la première année d'exonération pour les ménages restant. En 2021, les ménages ont profité ainsi d'un premier dégrèvement de 30 %. En 2022, l'allègement atteindra 65%. A compter de 2023, plus aucun contribuable ne paiera de taxe d'habitation sur les résidences principales.

Taxe Foncière sur le Bâti (TFB) :

La loi de finances pour 2021 entérine également le transfert aux communes, dès 2021, de tout ou partie de la part départementale de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) afin de permettre la compensation de la suppression de la taxe d'habitation, ainsi que cela avait été annoncé dans la loi de finances 2020. Cette quote-part de TFB départementale sera évolutive car calculée en fonction d'un coefficient correcteur prenant en compte les effets « bases » de TFB.

Pour autant, il n'y a pas d'impacts pour les contribuables à la TFB. La base FB communale de chaque contribuable est recalculée de façon à ce que la cotisation globale FB « ville + département » soit inchangée avant et après réforme. La « redescende » du FB départemental vers les communes, ne se traduit pas par une variation de cotisation FB globale pour les contribuables, en dépit des éventuelles différences préexistantes d'assiette.

IV – EVOLUTION DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Par délibération n°21.086 du 30 juin 2021, la Commune a décidé d'adopter la nomenclature budgétaire et comptable M57 pour son budget principal dès le 1^{er} janvier 2022.

En effet, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent, par délibération de l'assemblée délibérante, choisir d'adopter le cadre fixant les **règles budgétaires et comptables M57** applicables aux métropoles (article 106 III de la loi n°2015-9941 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe). Cette instruction est la plus récente, la plus avancée en terme de qualité comptable et la plus complète. Destinée à être généralisée, la M57 deviendra le référentiel de droit commun de toutes les collectivités locales d'ici au 1^{er} janvier 2024. Elle remplacera sur le plan budgétaire les trois 3 nomenclatures encore en vigueur :

- M14 pour les Communes et Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI)
- M52 pour les Départements
- M71 pour les Régions

En outre, la loi n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 de finances pour 2019 a validé la possibilité pour les collectivités territoriales d'expérimenter le **Compte Financier Unique** sur la base du volontariat.

Ce document unique, fusion entre le compte administratif produit par l'ordonnateur et le compte de gestion produit par le comptable public, a pour objectifs de :

- Favoriser la transparence et la lisibilité financière,
- Améliorer la qualité des comptes,
- Simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives.

La commune s'est également portée candidate par délibération n°21.087 du 30 juin 2021. Cette expérimentation du CFU se traduit par la signature d'une convention entre l'Etat et la commune.

Le CFU portera sur les comptes de l'exercice 2022 produits en 2023.

1- Les charges à caractère général (chapitre comptable 011)

Les charges à caractère général ont diminué de l'ordre de 8 % entre 2019 et 2020. En effet, la crise sanitaire a conduit à l'arrêt d'une majeure partie des activités de la ville pendant 2 à 3 mois et à un ralentissement des activités au cours du 2^{ème} semestre 2020.

Malgré la poursuite des effets de la crise, la reprise des activités en 2021 a permis une augmentation des charges de l'ordre de 9% entre 2020 et 2021.

Des incertitudes ainsi que les contraintes pèsent sur les ressources :

- Evolutions en dépenses et recettes liées à la crise COVID
- Perspectives de besoins sociaux accrus
- Questions sur l'avenir de l'intercommunalité en Ile-de-France
- Perspective de baisse de la taxe sur le foncier bâti avec la fermeture de l'usine Renault de Choisy
- Perte d'autonomie financière avec le transfert des recettes fiscales de TEOM à l'EPT

Ces incertitudes amènent à fixer un objectif de diminution des charges à caractère général de l'ordre de 1.35 % par rapport au budget primitif 2021 (soit environ – 200 K€).

2- Les charges de personnel (chapitre comptable 012)

La détermination des dépenses en personnel s'appuie sur les réunions budgétaires réalisées avec l'ensemble des services entre le 12 octobre et le 19 novembre 2021. Cela s'affinera à compter de l'exercice 2022 par l'organisation de revues d'effectifs des différents services de plus en plus approfondies, nécessaires pour acquérir une connaissance précise des emplois quantitativement et qualitativement.

Pour rappel :

- Le budget primitif 2021 pour les charges de personnel s'élevait à 38 900 000 euros, et a été réalisé à hauteur de 98,33%
- La revalorisation du régime indemnitaire des agents municipaux, possible dans le cadre réglementaire du RIFSEEP qui a été mis en place en 2019 et prolongé en 2020, mérite également d'être posée. Pour mémoire, une première revalorisation en 2019 a déjà conduit à une majoration de la masse salariale estimée à 1 M€ en année pleine.
- Les agents de la ville qui occupent des postes permanents au sein du CCAS ont été transférés au 1^{er} janvier 2022, basculant ainsi du budget Ville vers le budget CCAS. Il s'agit de 25 postes, soit une masse salariale d'environ 900 000€.

Le budget primitif 2022 pour les charges de personnel s'élève à 40 823 820€, soit + 4.95% par rapport au budget primitif 2021 (suivant détails présentés au chapitre VII du présent document).

3- Les atténuations de produits (chapitre comptable 014)

▪ Le prélèvement au titre du Fond national de garantie individuelle des ressources (FNGIR)

Cette modalité de péréquation horizontale fût mise en place à l'occasion de la suppression de la Taxe professionnelle. Elle permet de neutraliser l'impact de la réforme pour les collectivités. Celles qui sont « gagnantes » reversaient leur « surplus » aux « perdantes ». Ce reversement est stabilisé depuis 2013 à **2 075 194 €**.

▪ Le fond de péréquation intercommunal et communal (FPIC)

Les communes les plus défavorisées sont exemptées de contribution au FPIC, à savoir les 250 premières communes de plus de 10 000 habitants. La commune a été exonérée du paiement du FPIC en 2017 en étant classée dans les 250 communes les plus pauvres l'année précédente (cf. Dsu).

Elle a été soumise à cette contribution de 2018 à 2020 en raison du double effet de la progression des bases d'imposition et de la création de la CASA puis du Territoire. En effet, lors de l'intégration dans une intercommunalité, le calcul du potentiel fiscal est réalisé en prenant en compte la richesse moyenne du territoire, en l'occurrence très sensiblement supérieur au calcul qui aurait été fait si la commune était restée isolée.

En 2021, la commune n'a pas contribué au FPIC compte tenu de son rang de classement à la DSU. Classée au 197^{ème} rang en 2021, la commune devrait également être exonérée en 2022.

Bien qu'il ne soit pas proposé de contribution au FPIC en 2022, l'EPT peut décider d'une répartition différente entre les communes membres et notamment d'augmenter leur part afin de compenser sa propre contribution.

Ainsi, en 2020, la contribution supplémentaire supportée par les communes de l'EPT s'est élevée à 497 000 € (dont 30 674 € pour Choisy-le-Roi). De nouveau, en 2021, l'EPT a demandé aux communes de contribuer à hauteur de 189 994 €, dont 11 786 € pour Choisy-le-Roi.

Il convient de préciser que Choisy-le-Roi, comme d'autres collectivités de l'EPT, contestent cette contribution. C'est pourquoi elle fera l'objet d'une provision en 2022.

A noter également qu'une répartition dérogatoire à celle de droit commun devrait faire l'objet d'une délibération de l'EPT et des communes membres. Or, les contributions supplémentaires au FPIC ont été demandées en 2020 et 2021 par une augmentation du FCCT.

▪ Reversement de la redevance spéciale à l'EPT

Depuis janvier 2021, les recettes de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) sont perçues directement par l'EPT (4.76 M€ perçus par la Commune en 2020 contre 4.22 M€ reversé à l'EPT pour couvrir le coût de la compétence transférée.

La perte de la TEOM induit une perte de marge de manœuvre pour la Commune d'environ 500 000 € par an.

Pour mémoire, les montants versés à l'EPT ont été les suivants :

	2017	2018	2019	2020	2021
FCCT versé	3 130 352 €	3 515 295 €	3 494 384 €	3 579 720 €	3 702 068 €
Reversement de TEOM	3 690 470 €	4 172 218 €	4 056 781 €	4 218 914 €	0 €
Reversement redevance spéciale	128 828 €	133 174 €	110 959 €	227 988 €	0 €

Les redevances spéciales sont également directement perçues par l'EPT depuis janvier 2021.

En 2022, **50 000 €** seront prévus afin de reverser à l'EPT les redevances spéciales facturées par la ville jusqu'en 2020 et non encaissées fin 2021.

4- Les autres charges de gestion courante (chapitre comptable 65)

▪ Indemnités, frais de mission et de formation des élus

Les dépenses 2022 inscrites sur le chapitre 65 sont budgétées pour un montant total de 551 000€.

Comparé à l'exercice 2021, le total cumulé du chapitre est en baisse, notamment pour les motifs suivants :

- Cotisations de Sécurité Sociale (part patronale) : inscription 21 000 € (au lieu de 135 000 € sur 2021), au regard du réalisé 2021
- Ajustement de l'enveloppe dédiée à la formation des élus
- Ajustement de la subvention de fonctionnement de l'association COS (Comité des Œuvres Sociales)

Les indemnités du Maire et des Adjointes

L'inscription est de 395 000 €, inchangée depuis le début du mandat.

Les dépenses « Frais de mission et de déplacement »

Bien qu'une augmentation des taux d'indemnisation des frais de déplacement ait été actée par délibération du conseil municipal en date du 23 septembre 2020, le montant total réalisé au titre de ces dépenses pour l'année 2021 est largement inférieur au prévisionnel. Il est donc proposé de budgétiser de la façon suivante :

BP 2021	Montant total dépensé en 2021	BP 2022
5 000€	1 230€	2 000€

Les dépenses « Frais de représentation du Maire »

Par une délibération en date du 16 juillet 2020, le conseil municipal a arrêté le montant des frais de représentation du Maire à hauteur de 3 000€.

Les dépenses « Subvention association »

Cette dépense correspond au montant alloué aux organismes d'œuvres sociales, actuellement le COS.

Il est proposé une inscription de 100 000 €, en raison du choix fait d'une action sociale des personnels de la ville de Choisy-le-Roi comprenant deux volets (une offre globale et large via le CNAS - chapitre 012 ; ainsi qu'une offre complémentaire plus locale via le COS - chapitre 65).

La prévision d'inscription budgétaire correspondant au redéploiement partiel des subventions versées antérieurement au titre de l'action sociale des exercices précédents.

Ce montant prévisionnel de 100 000 € devrait permettre au COS de proposer des prestations d'actions sociales en complément de celles délivrées par le CNAS.

Les dépenses « Formations élus – majorité »

Il est proposé une inscription de 10 000 € (au lieu 50 000 € sur 2021), au regard du réalisé des exercices 2020 et 2021 (réalisés annuels inférieurs à 1 200 €).

▪ Subventions au CCAS

Le montant de la subvention versée au CCAS en 2021 s'élevait à 1 224 500 €, dont 1 051 500 € prévus dès le budget primitif 2021. En 2022, elle s'élèvera à environ **1.86 M€**.

A compter de 2022, cette subvention augmentera d'environ 900 K€ en raison du transfert budgétaire de 25 agents du CCAS payés jusqu'en 2021 sur le budget de la commune. Cette régularisation viendra diminuer d'autant les charges de personnel sur le budget de la commune.

D'autre part, les comptes administratifs 2020 du CCAS et de ses 2 budgets annexes présenteront un excédent cumulé d'environ 420 000 €, dont 158 000 € en section de fonctionnement. Il sera proposé, comme en 2021, de résorber l'excédent de fonctionnement par une diminution de la subvention d'équilibre au CCAS.

Il ne s'agit donc pas d'amputer la politique d'action sociale des moyens financiers nécessaires mais d'anticiper sur la reprise des résultats de l'exercice 2021 et éviter ainsi le cumul des excédents sur les budgets du CCAS.

▪ Subvention au budget annexe des Parkings

Cette subvention était inscrite au chapitre 67 jusqu'en 2021. Avec le changement de nomenclature comptable, elle apparaît au chapitre 65.

Le montant de cette subvention (**359 K€**) est en diminution de 2% par rapport au montant versé en 2021 en raison d'une amélioration des recettes et d'une anticipation sur la reprise de l'excédent de l'exercice 2021.

▪ Autres subventions versées

Les subventions aux associations sont maintenues au même niveau qu'en 2021.

Depuis janvier 2022 une nouvelle offre de services et de prestations est proposée aux agents municipaux avec l'adhésion au Comité National d'Action Sociale (CNAS). Cette offre vient compléter celle du Comité des Œuvres Sociales (COS).

Le budget global à l'action sociale à destination des agents est donc réparti entre les 2 associations à compter de 2022.

Il est prévu environ 205 K€ de cotisation au CNAS (inscrite au chapitre 012) et 100 K€ de subvention au COS (inscrite au chapitre 65).

▪ Le fonds de compensation des charges transférées (FCCT)

Cette contribution, versée par la Commune à l'EPT, connaît des évolutions en fonction de la prise de compétence progressive de l'EPT et de l'évolution régulière de certaines dépenses (aménagement, habitat, traitement des ordures ménagères notamment).

Le montant du FCCT est fixé à titre prévisionnel en fonction des dépenses de l'année N-1 et réajusté en fin d'année selon les dépenses constatées par l'EPT et présentées en CLECT.

En 2022, il est proposé une augmentation de 2% par rapport au montant versé en 2021, soit environ **3.78 M€**.

5- Les charges d'intérêt de la dette (chapitre comptable 66)

En 2021, 14 emprunts contractés auprès de la Caisse des Dépôts (CDC) ont fait l'objet de refinancements afin d'obtenir une amélioration des conditions financières. Ces 14 emprunts, d'un montant total de 4 M€, présentaient en effet des marges bancaires supérieures aux conditions actuelles du marché.

2 emprunts de refinancement ont ainsi été contractés auprès de la Société Générale (3.7 M€ sur le budget principal et 300 K€ sur le budget annexe des parkings) à un taux préférentiel de 0.33% sur 7 ans (décisions n°21-370 et 21-371 du 29/11/21). Le gain estimé pour la commune est de 145 K€.

Les charges sont évaluées en 2022 à 500 K€, en diminution de 90 K€ par rapport à 2021. Cette baisse s'explique principalement par :

- Les refinancements effectués en 2021
- Les prévisions d'évolution des taux variables et du profil d'extinction de la dette
- Pas d'emprunt nouveau contracté en 2021

Type de taux	ROB 2021		ROB 2022	
	Capital restant dû au 01.01.2021	Taux d'interêt moyen annuel	Capital restant dû au 01.01.2022	Taux d'interêt moyen annuel
Fixe	29 681 901	1,84%	30 123 001	1,71%
Variable	6 701 000	0,43%	6 197 434	0,38%
Livret A	2 636 838	1,14%	-	0,00%
Ensemble des risques	39 019 739	1,55%	36 320 435	1,48%

6- Les charges exceptionnelles (chapitre comptable 67)

Les charges exceptionnelles sont estimées à 47 500 € (contre 413 K€ en 2021) et concernent les annulations de titres de recettes sur les exercices antérieurs.

Cet écart entre 2020 et 2021 s'explique par le changement de nomenclature comptable.

En effet, selon la nomenclature M57, la subvention au budget annexe des parkings, les intérêts moratoires ainsi que les Bourses et Prix sont désormais prévus au chapitre 65.

V – EVOLUTION DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT

1. Les atténuations de charges (chapitre comptable 013)

Les atténuations de charges sont estimées à 688 K€, sensiblement au même montant que le réalisé 2021 (660 K€ en 2021 / 842 K€ en 2020 / 776 K€ en 2019).

Cette recette concerne principalement les remboursements en matière d'accident de travail, maladie et indemnités journalières dans le cadre des assurances souscrites par la ville.

L'estimation reste cependant prudente car les remboursements peuvent subir des variations importantes d'une année à l'autre suivant les accidents de travail ou maladies constatés (247 K€ réalisés en 2018).

Total atténuations de charges = 687 830 €.

Libellé des recettes	Montants budgétisés pour l'année 2022
RBST/REMUN. INDEMNITES ACCIDENT DU TRAVAIL	390 000 €
RBST/REMUN. AUTRES REMBOURSEMENTS	26 480 €
RBST/REMUN. COTISATIONS AGENTS DETACHES	7 000 €
RBST/REMUN. INDEMNITES JOURNALIERES	100 000 €
RBST/REMUN. TROP PERCU SUR SALAIRE	10 000 €
RBST/CHARGES. COTISATIONS AGENTS DETACHES	19 000 €
RBRST ADULTES RELAIS	19 350 €
RBRST APPRENTIS	36 000 €
RBRST CONSEILLERS NUMERIQUES	80 000 €

2. Les produits des services et du domaine (chapitre comptable 70)

En 2021, les produits des services et des domaines (participations des usagers aux activités municipales, redevance spéciale, charges locatives...) avaient été estimées à 4.56 M€ au budget primitif.

Or, en raison de la crise sanitaire, 4 M€ de recettes ont été perçues, soit un taux de réalisation de 88 %.
Par prudence, les produits des services et du domaine sont évalués à 4,17 M€ pour l'année 2022.

Cette évolution tient compte de l'augmentation des tarifs (de l'ordre de 2%) conformément à la délibération n° 20.100 du CM du 30 juin 2021 sur les tarifs PASAM (Activités municipales dont le tarif est calculé en fonction du Quotient Familial).

3. Les impôts et taxes (chapitre comptable 73)

▪ La fiscalité

La réforme de la taxe d'habitation s'applique depuis 2021 à la collectivité : les pertes de recettes TH sur les résidences principales sont compensées par la réintégration des recettes du foncier bâti départemental et par un dispositif d'équilibrage reposant sur un coefficient correcteur des bases.

2022		2021		2020		
Taux communal TFB	=	Taux communal TFB	=	Taux communal TFB 2020	+	Taux départemental TFB 2020
39,84%	=	39,84%	=	26,09%	+	13,75%

Il est envisagé une augmentation des recettes liées à la fiscalité locale d'environ 1.5 M€ (34.6 M€ contre 33.2 M€ au budget primitif 2021).

Cette évolution s'explique par :

- ⇒ Une stabilité du taux communal. **La ville ne prévoit pas de modifier les taux de fiscalité.**
- ⇒ Une stagnation « physique » des bases (construction de logements...)
- ⇒ Revalorisation des bases locatives décidée par l'Etat (Loi de finances 2022) de 3.4%

▪ L'attribution de compensation

Cette attribution reversée par la MGP reste stabilisée à **13 513 127 €**.

Elle voit s'additionner l'ancienne Attribution de Compensation versée par la CASA (10,177 M€) et la compensation part salaire (3,475 M€).

Depuis 2019, elle est minorée de 5 301 euros au titre du transfert de la compétence « environnement ». La compensation de la part salaire est reversée au Territoire au travers du Fond de Compensation des Charges Territoriales (FCCT) sur lequel sont également imputés les transferts de charges réalisés.

▪ Les autres impôts et taxes

Il est envisagé une stabilité des autres taxes par rapport au budget primitif 2021 (droits de mutation, droits de voirie, taxe sur la publicité extérieure, taxe sur la consommation électrique...).

▪ Le fond de solidarité des communes de la région Ile-de-France (FSRIF) :

Les écarts de richesse entre les communes franciliennes étant plus élevés que ceux des autres régions, le FSRIF est un fonds spécifique assurant une redistribution entre les communes de la région d'Ile-de-France par prélèvement sur les communes les plus favorisées au profit des communes les plus défavorisées.

Compte tenu des critères d'éligibilité (dont l'évolution de la population et le rang de classement), on retient une hypothèse de **3.7 M€** (3.8 M€ perçus en 2021).

4. Les Dotations et Participations (chapitre comptable 74)

■ La Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)

La DGF se compose de :

- ⇒ La dotation forfaitaire (DF)
- ⇒ La dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale (DSU)
- ⇒ La dotation nationale de péréquation (DNP)

1. La Dotation forfaitaire (DF)

Cette dotation des communes est la principale dotation de l'Etat aux collectivités locales. Elle est essentiellement basée sur les critères de la population et de la superficie. Ses modalités ne sont pas modifiées en 2022.

La Dotation Forfaitaire de Choisy-Le-Roi est simulée à **5.9M€ en 2022**, en augmentation de 0.05% par rapport à 2021. Le montant perçu en 2021 s'est élevé à 5 859 171 €.

Cette évolution s'explique par :

- Une stagnation de la population en 2022
- Un potentiel fiscal par habitant inférieur à la moyenne. La commune ne participe donc pas au financement des écrêtements de Dotation Forfaitaire

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022 simulé
Population	43 226	43 897	44 346	44 936	45 762	46 623	46 650
Variation	+ 1 272	+671	+ 449	+ 590	+ 826	+ 861	+ 27
Pourcentage	+3,0%	+1,6%	+1,0%	+1,3%	+1,8%	+ 1.9%	+ 0%

S'agissant de la DGF, il n'est pas inutile de rappeler que la ville de Choisy-le-Roi a vu sa **dotation forfaitaire** diminuer de manière drastique, entre 2012 et 2017.

Année	Montant de la dotation forfaitaire de Choisy-le-Roi	Ecart en € N par rapport à N-1	Perte cumulée depuis 2012
2012	12 600 648		
2013	9 119 021	- 3 481 627	- 3 481 627
2014	8 693 063	- 425 958	- 7 389 212
2015	7 462 618	- 1 230 445	- 12 527 242
2016	6 327 355	- 1 135 263	- 18 800 535
2017	5 731 366	- 595 989	- 25 669 817
2018	5 735 962	+ 4 596	- 32 534 503
2019	5 746 628	+ 10 666	- 39 388 527
2020	5 798 372	+ 51 744	- 46 190 803
2021	5 859 171	+ 60 799	- 52 936 582
2022	5 862 229	+ 3 058	-59 970 695

La perte de la dotation forfaitaire, de **presque 60 M€ cumulés sur 10 ans**, représente bien plus que le montant du produit fiscal annuel de la Ville.

2. La Dotation de Solidarité Urbaine (DSU)

L'éligibilité à la DSU est liée à la strate de la commune et à son rang de classement à la DSU.

Les communes de + 10 000 habitants classées parmi les 250 premières, sont exemptées de contribution au FPIC.

Evolution du rang de classement de la commune et de son éligibilité à la DSU :

- 2013 : sortie du dispositif bonifié
- En 2016 : entrée de nouveau dans la DSU cible (247ème rang)
- En 2017 : sortie du bouclier DSU (272^{ème} rang en 2017, 271^{ème} en 2018 et 251^{ème} en 2019)
- Depuis 2020 : la ville bénéficie du « bouclier DSU » (233^{ème} rang en 2020 et 197^{ème} en 2021)

Pour 2022, on retient une hypothèse prudente de la DSU avec une progression de l'ordre de 4.54 %.

La DSU de Choisy-Le-Roi est simulée à **2 985 492 €** en 2022, en progression de +138 786 € par rapport à l'année 2021.

3. La dotation nationale de péréquation (DNP)

L'objectif de la DNP est d'atténuer les disparités de richesse fiscale entre toutes les communes.

Elle est composée de 2 parts : une part principale et une part majoration.

La commune est éligible à la part principale et inéligible à la part majoration.

La part principale est attribuée aux communes dont le Potentiel Financier (PFI)/habitant est inférieur à 105% du PFI moyen, et dont l'effort fiscal est supérieur à l'effort fiscal moyen.

Le montant de la dotation est ensuite réparti en fonction de la population DGF et du potentiel financier. Ce montant évolue dans une fourchette de -10/+20% par rapport à l'année précédente.

La part principale de la DNP pour la commune est estimée à **703 198 €** en 2022 (soit + 19.88% par rapport au BP 2021 et -2.66 % par rapport à la dotation perçue en 2021).

Pour rappel, par prudence, la ville avait inscrit à son BP 2021 un montant moindre en baisse de 10% par rapport à 2020, soit 586 562 €.

▪ Le Fonds de Compensation pour la Taxe sur la Valeur Ajoutée (FCTVA)

Le dispositif du FCTVA était auparavant réservé aux seules dépenses d'investissement, imputées en section d'investissement des comptes administratifs.

L'éligibilité au FCTVA a été élargie aux dépenses en section de fonctionnement (entretien des bâtiments publics et de la voirie) payées à compter du 1^{er} janvier 2016.

Nous proposons d'inscrire **100 K€** au BP 2022 (65 K€ perçus en 2021).

▪ Les autres participations

Les subventions de l'Etat, du Département, de la Région et d'autres organismes sont estimés à **2.8 M€**, en augmentation de 10% par rapport aux recettes perçues en 2021 (soit + 270 K€).

Cette évolution provient principalement des financements de la Caisse d'Allocation Familiale au fonctionnement des structures de la Petite Enfance.

Les allocations compensatrices sont estimées à **450 K€**.

Il s'agit des compensations par l'Etat des pertes de ressources consécutives à des mesures d'exemption, d'exonérations, d'abattements ou de plafonnement des taux décidés par la loi. Ces allocations sont en constante baisse.

5. Les autres produits de gestion courante (chapitre comptable 75)

Les recettes sont estimées à **1.4 M€** contre 998 K€ perçus en 2021.

Il s'agit principalement des recettes issues de la location des locaux commerciaux et des redevances d'occupation du domaine public. Les charges sont perçues sur le compte 70878.

Suite à la tempête du 19 juin 2021, des remboursements par les assurances sont attendues à hauteur de 260 K€, notamment pour la réfection de la toiture de la maternelle Wallon.

6. Les produits financiers (chapitre comptable 76)

Les produits financiers concernent les parts sociales détenues à la SADEV ainsi qu'à la Caisse d'Epargne. Elles sont estimées à 200 €.

VI – EVOLUTION DES RESSOURCES HUMAINES

1. L'évolution des ressources humaines

Le cadre du débat d'orientations budgétaires précise que l'évolution prévisionnelle des dépenses et des effectifs doit figurer dans le rapport d'orientations budgétaires débattu au Conseil municipal.

Il est rappelé qu'en 2021, comme en 2020, le contexte sanitaire a perturbé de nouveau le bon déroulement des actions prévues dans le domaine des ressources humaines.

L'année 2022 s'inscrit également sous le sceau de ce contexte qui perdure, en prenant en compte la durabilité de cette crise sanitaire, mais en recherchant la bonne mise en œuvre d'une politique dynamique des ressources humaines.

▪ Les effectifs

ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/2022

GRADES ET EMPLOIS	Catégorie	Effectifs budgétaires	Effectifs pourvus	Titulaire			Contractuel			
				Total	TC	TNC	Total	CDI	TC	TNC
COLLABORATEUR DE CABINET										
Directeur de Cabinet	A	1	1	0	0	0	1	0	1	0
Collaborateur	A	2	1	0	0	0	1	0	1	0
SOUS TOTAL 1		3	2	0	0	0	2	0	2	0
EMPLOI FONCTIONNEL										
Administrateur détaché sur emploi fonctionnel de DGS	A+	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Attaché hors classe détaché sur emploi fonctionnel	A	2	1	1	1	0	0	0	0	0
Attaché détaché sur un emploi fonctionnel de DGA	A	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Ingénieur en chef hors classe détaché sur l'emploi fonctionnel de Directeur Général	A+	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Ingénieur hors classe détaché sur emploi fonctionnel de DGST	A	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Ingénieur principal détaché dans l'emploi fonctionnel de directeur général adjoint	A	1	0	0	0	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL 1		7	4	4	4	0	0	0	0	0
FILIERE ADMINISTRATIVE										
Administrateur	A+	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Directeur	A	3	0	0	0	0	0	0	0	0
Attaché hors classe	A	3	2	2	2	0	0	0	0	0
Attaché principal	A	15	4	4	4	0	0	0	0	0
Attaché	A	47	29	12	12	0	17	3	14	0
Rédacteur principal 1ère classe	B	10	2	2	2	0	0	0	0	0
Rédacteur principal 2ème classe	B	6	3	3	3	0	0	0	0	0

GRADES ET EMPLOIS	Catégorie	Effectifs budgétaires	Effectifs pourvus	Titulaire			Contractuel			
				Total	TC	TNC	Total	CDI	TC	TNC
Rédacteur	B	18	10	8	8	0	2	0	2	0
Adjoint administratif principal 1ère classe	C	44	38	38	38	0	0	0	0	0
Adjoint administratif principal 2ème classe	C	38	26	26	26	0	0	0	0	0
Adjoint administratif	C	28	24	15	15	0	9	0	9	0
SOUS TOTAL 1		213	138	110	110	0	28	3	25	0
FILIERE TECHNIQUE										
Ingénieur en chef hors classe	A+	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Ingénieur hors classe	A	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Ingénieur principal	A	6	2	2	2	0	0	0	0	0
Ingénieur	A	7	4	3	3	0	1	0	1	0
Technicien principal 1ère classe	B	10	4	4	4	0	0	0	0	0
Technicien principal 2ème classe	B	20	12	8	8	0	4	1	3	0
Technicien	B	9	7	5	5	0	2	0	2	0
Agent de maîtrise principal	C	26	17	17	17	0	0	0	0	0
Agent de maîtrise	C	11	5	4	4	0	1	0	0	1
Adjoint technique principal 1ère classe	C	69	63	60	60	0	3	0	3	0
Adjoint technique principal 2ème classe	C	164	130	129	129	0	1	0	1	0
Adjoint technique	C	129	125	96	95	1	29	0	29	0
SOUS TOTAL 2		453	371	330	329	1	41	1	39	1
FILIERE SANITAIRE-SOCIALE										
Médecin hors cl	A	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Médecin de 1ère classe	A	1	1	0	0	0	1	1	0	0
Médecin de 2ème classe	A	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Puéricultrice Hors classe	A	2	2	2	2	0	0	0	0	0
Puéricultrice Classe supérieur	A	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Psychologue hors classe	A	1	1	0	0	0	1	1	0	0
Psychologue classe normale	A	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Infirmier en soins généraux hors classe	A	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Infirmier en soins généraux de classe supérieure	A	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Infirmier en soins généraux de classe normale	A	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Assistant socio-éducatif de classe exceptionnelle	A	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Assistant socio-éducatif	A	4	1	0	0	0	1	0	1	0
Educateur de Jeunes Enfants de classe exceptionnelle	A	6	6	6	6	0	0	0	0	0
Educateur de Jeunes Enfants	A	4	2	0	0	0	2	0	2	0
Technicien paramédical de classe supérieur	A	1	1	1	1	0	0	0	0	0
Auxiliaire de puériculture principale 1ère classe	C	10	8	8	8	0	0	0	0	0
Auxiliaire de puériculture principale 2ème classe	C	6	3	2	2	0	1	0	1	0
Agent social principal 1e classe	C	2	2	2	2	0	0	0	0	0
Agent social principal 2e classe	C	5	5	5	5	0	0	0	0	0

GRADES ET EMPLOIS	Catégorie	Effectifs budgétaires	Effectifs pourvus	Titulaire			Contractuel			
				Total	TC	TNC	Total	CDI	TC	TNC
Agent social	C	6	5	3	3	0	2	0	2	0
Agent spécialisé des écoles maternelles principal 1ère classe	C	37	32	32	32	0	0	0	0	0
Agent spécialisé des écoles maternelles principal 2ème classe	C	25	18	7	7	0	11	0	11	0
SOUS TOTAL 3		116	91	72	72	0	19	2	17	0
FILIERE SPORTIVE										
Conseiller des activités physiques et sportives	A	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Educateur Principal 1ère classe	B	6	6	6	6	0	0	0	0	0
Educateur Principal 2ème classe	B	7	3	3	3	0	0	0	0	0
Educateur	B	10	10	5	5	0	5	0	5	0
Opérateur	C	1	1	0	0	0	1	1	0	0
SOUS TOTAL 4	0	25	20	14	14	0	6	1	5	0
FILIERE CULTURELLE										
Conservateur de bibliothèque	A+	2	1	1	1	0	0	0	0	0
Attaché principal de conservation	A	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Attaché de conservation	A	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Bibliothécaire	A	2	0	0	0	0	0	0	0	0
Directeur d'établissement d'enseignement artistique 2ème cat	A	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Professeur d'enseignement artistique hors classe	A	9	9	9	7	2	0	0	0	0
Professeur d'enseignement artistique classe normale	A	3	2	1	1	0	1	0	0	1
Assistant d'enseignement artistique principal 1ère CL	B	20	17	12	7	5	5	0	1	4
Assistant d'enseignement artistique principal 2ème CL	B	27	22	6	2	4	16	1	6	9
Assistant d'enseignement artistique	B	4	3	1	1	0	2	0	2	0
Assistant de conservation principal de 1ère classe	B	9	6	5	5	0	1	0	1	0
Assistant de conservation principal de 2ème classe	B	4	2	2	2	0	0	0	0	0
Assistant de conservation	B	7	6	4	4	0	2	0	2	0
Adjoint du patrimoine principal 1ère classe	C	5	5	5	5	0	0	0	0	0
Adjoint du patrimoine principal 2ème classe	C	5	2	2	2	0	0	0	0	0
Adjoint du patrimoine	C	4	4	2	2	0	2	0	2	0
SOUS TOTAL 5		104	79	50	39	11	29	1	14	14
FILIERE POLICE MUNICIPALE										
Chef de service de police municipale	C	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Brigadier-chef principal	C	10	7	7	7	0	0	0	0	0
Gardien -brigadier	C	15	10	10	10	0	0	0	0	0
SOUS TOTAL 6		26	17	17	17	0	0	0	0	0

GRADES ET EMPLOIS	Catégorie	Effectifs budgétaires	Effectifs pourvus	Titulaire			Contractuel			
				Total	TC	TNC	Total	CDI	TC	TNC
FILIERE ANIMATION										
Animateur principal 1ère classe	B	12	7	7	7	0	0	0	0	0
Animateur principal 2ème classe	B	7	6	6	6	0	0	0	0	0
Animateur	B	15	14	12	12	0	2	0	2	0
Adjoint d'animation principal de 1ère classe	C	10	8	8	8	0	0	0	0	0
Adjoint d'animation principal de 2ème classe	C	22	21	21	21	0	0	0	0	0
Adjoint d'animation	C	57	49	33	33	0	16	0	16	0
SOUS TOTAL 7		123	105	87	87	0	18	0	18	0
TOTAL GENERAL		1070	827	684	672	12	143	8	120	15

TC : Temps complet

TNC : Temps non complet

L'écart constaté entre postes délibérés et postes pourvus s'explique en partie par des départs (mutation, retraite,...) pour lesquels la procédure de recrutement n'a pas encore abouti, ou pour lesquels des arbitrages se réalisent.

▪ L'exécution des dépenses de personnel et leur évolution prévisionnelle

Le budget primitif 2022 pour les charges de personnel s'élève à 40 823 820€.

Dont :

Rémunération principale agents CNRACL	15 751 120 €
NBI, supplément familial et indemnité de résidence agents CNRACL	952 082 €
<i>Dont NBI</i>	240 561 €
Autres indemnités agents CNRACL	4 710 303 €
Rémunérations Agents Non Titulaires	6 622 819 €
Autres indemnités Agents Non Titulaires	1 294 498 €

Pour la prévision de l'exercice 2022, l'évolution de la masse salariale résulte d'effets mécaniques incompressibles et de besoins de recrutements, ainsi que le détaille le tableau suivant :

Revalorisation rémunération agents de catégorie C (mesure gouvernementale)	112 459 €
Indemnité inflation (mesure gouvernementale)	91 000 €
GVT (avancement échelons, grades, promotions internes)	176 618 €
Adhésion au CNAS	205 000 €
Elections présidentielles / législatives	67 000 €
Agents de traversée (internalisation prestation association « Gilets jaunes »)	123 851 €
Postes conseillers numériques (2)	71 974 €
Postes apprentis (12)	113 574 €
Création de postes permanents	1 893 871 €

Concernant les postes permanents, il s'agit principalement de créations liées à des besoins nécessaires, permettant le bon fonctionnement des services et le développement de l'activité de la Ville, et de répondre aux politiques publiques et projets portés par la majorité municipale :

- Création à hauteur de 25 postes d'agent de police municipale pour doter la Ville d'une police municipale conforme à sa strate et aux attentes de ses habitants
- Création de 6 postes de médiateur (internalisation ; prestation assurée par Citeo jusqu'en 2021)
- Création de 5 postes pour le futur centre de supervision urbaine (CSU)

- Création de 7 postes nécessaires au bon fonctionnement de la DGST
- Création de 2 postes nécessaires au bon fonctionnement de services de la Ville
- Création d'un poste d'adulte-relais (Coordination Maison des solidarités et de la femme)

Les crédits nécessaires à ces postes sont inscrits de manière graduée, par douzièmes différenciés au regard des dates estimées de recrutements.

Certains de ces postes étaient jusqu'alors organisés sous l'angle de prestations de service (Citeo ; Gilets jaunes), budgétés en fonctionnement par les services concernés par leurs mises en œuvre. Les budgets de fonctionnement de ces services doivent donc être réduits à cet effet comparativement à l'exercice précédent.

Dans le cadre de la politique des ressources humaines de la Ville de Choisy-le-Roi, il est mis en place une action sociale de qualité reposant à la fois sur une offre nationale large à destination de l'agent et de sa famille, via le Comité National d'Action Social (CNAS), et sur une offre plus locale à travers l'association gérée par des agents de la Ville de Choisy-le-Roi, le Comité des Œuvres Sociales (COS). Le coût envisagé de la mesure d'adhésion au CNAS est intégré dans l'enveloppe globale dédiée à l'action sociale communale comme les exercices précédents.

La Ville de Choisy-le-Roi a également souhaité participer à l'accompagnement des jeunes dans l'accession à un niveau de professionnalisation leur permettant d'arriver qualifiés sur le marché du travail, mais aussi d'avoir la volonté de se créer sa propre ressource pour faire face aux tensions de recrutements pour un certain nombre de métiers territoriaux, difficulté générée par la concurrence entre employeurs. À ce titre, il est permis le recours à 15 apprentis présents de manière simultanée au sein des services de la Ville. Pour l'année d'enseignement 2021-2022, 12 apprentis sont ainsi accueillis au sein de différents services de la Ville.

Il convient de noter qu'il est ouvert par décret la possibilité d'une aide de l'Etat, via l'Agence de Services et de Paiement, à raison de 3 000 € par apprentis. Dans le cadre de France Relance, et afin de soutenir l'apprentissage dans un contexte sanitaire particulier, le décret n°2021-340 du 29 mars 2021, modifiant le décret n°2020-1622 du 18 décembre 2020, fixe les modalités de versement de l'aide exceptionnelle pour le recrutement d'apprentis par les collectivités territoriales et leurs établissements publics. L'aide est ainsi attribuée pour chaque contrat d'apprentissage conclu entre le 1^{er} juillet 2020 et le 31 décembre 2021.

▪ Les mises à dispositions des agents communaux

Total produits des services et du domaine = 182 629 €.

Libellé des recettes	Montants budgétisés pour l'année 2022
RBST. COS AGENT MIS A DISPO.	20 000 €
RBST FLUIDES PAR AGENTS LOGES	11 000 €
RBST T12 AGENTS MIS A DISPO AMENAGEMENT	20 256 €
RBST T12 AGENTS MIS A DISPO HABITAT	7 473 €
RBST T12 AGENTS MIS A DISPO ORURES MENAGERES	99 743 €
RBST T12 AGENTS MIS A DISPO PLU	21 057 €
RBST FRAIS PAR LE SICIO	3 100 €

Comme indiqué dans le chapitre IV, les agents de la Ville ayant été transférés au CCAS au 1^{er} janvier 2022, il n'y a plus de mise à disposition d'agents de la Ville vers le CCAS, par conséquent plus aucun remboursement n'est à demander à ce titre à compter du 1^{er} janvier 2022.

▪ Le temps de travail

Depuis la loi n°2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale, la durée hebdomadaire de temps de travail est fixée à 35 heures par semaine, et la durée annuelle est de 1 607 heures.

Cependant, les collectivités territoriales bénéficiaient, en application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, de la possibilité de maintenir les régimes de travail mis en place antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi n°2001-2 du 3 janvier 2001.

La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique a remis en cause cette possibilité. En effet, l'article 47 de ladite loi pose le principe de la suppression des régimes de temps de travail plus favorables, et l'obligation, à compter du 1^{er} janvier 2022, de respecter la règle des 1 607 heures annuelles de travail.

La Ville, pour une mise en conformité obligatoire avec la loi, a délibéré en séance du conseil municipal en date du 15 décembre 2021. Le temps de travail des agents a ainsi été fixé à 7h30 par jour et 37h30 par semaine, en lieu et place de 7 heures par jour et 35 heures par semaine.

À compter du 1^{er} janvier 2022 :

- la durée hebdomadaire du temps de travail des agents de la Ville est ainsi fixée à 37h30. Cette durée hebdomadaire du temps de travail s'applique ainsi aux cycles de travail hebdomadaires et en moyenne pour les cycles pluri-hebdomadaires. Comme le cycle de travail dépasse 35 heures, c'est-à-dire que la durée annuelle du travail dépasse 1 607 heures, 15 jours ouvrés par an d'aménagement et de réduction du temps de travail (ARTT) sont accordés afin que la durée annuelle du travail effectif soit conforme à la durée annuelle légale de 1 607 heures.
- la modalité d'exercice de la journée de solidarité se réalise par le travail d'un jour de réduction du temps de travail tel que prévu par les règles en vigueur. Pour les cycles de travail annualisés, la modalité d'exercice de la journée de solidarité est intégrée dans la réalisation annuelle effective des 1 607 heures de travail.
- les congés annuels correspondent à cinq fois les obligations hebdomadaires de service pour une année de service accompli, soit 25 jours (au lieu de 33 à 34 jours jusqu'alors)

▪ Les heures supplémentaires

Pour rappel, sont considérées comme des heures supplémentaires les heures effectuées dès le dépassement des bornes horaires définies par le cycle de travail, à la demande du chef de service.

La durée hebdomadaire du temps de travail, dorénavant fixée à 37h30 à compter du 1^{er} janvier 2022, devrait permettre de réduire partiellement le volume d'heures supplémentaires réalisées chaque année.

Année	2016	2017	2018	2019	2020	2021
COÛT	503 487 €	505 710 €	525 926 €	523 571 €	344 510€	426 417 €
VOLUME	29 935	29 507	30 546	30 752	19 451	23 768

▪ Les avantages en nature

Certains agents communaux bénéficient d'avantages en nature qui sont pris en compte et apparaissent, à ce titre, dans les revenus fiscalisés. Il s'agit :

- Concession de logement par nécessité absolue de service.
Conformément au décret n°2012-752 du 9 mai 2012 portant réforme du régime des concessions de logement, et par délibération du 24 juin 2015 portant liste des emplois et des conditions d'occupation des logements de fonction, des agents sont logés par nécessité absolue de service. Il est stipulé que la concession de logement

accordée par nécessité absolue de service comporte la gratuité de la prestation du logement nu, et que le bénéficiaire supporte l'ensemble des réparations locatives et des charges locatives afférentes au logement occupé, ainsi que les impôts ou taxes qui sont liés à l'occupation des locaux.

- Attribution d'un véhicule de fonction.

Par délibération du 22 septembre 2021, un véhicule de fonction est alloué à la fonction de Directeur.trice Général.e des Services.

▪ **La formation**

Pour cette année 2022, il est mené une politique soutenue car nécessaire dans le champ de la formation. La formation professionnelle tout au long de la vie est un droit reconnu à tous agents des collectivités territoriales. Composante essentielle de la politique des ressources humaines, la formation professionnelle permet une meilleure adaptation de l'administration de la Ville aux projets politiques de l'équipe municipale et aux évolutions de la société, et offre aux agents des collectivités territoriales un moyen de progresser professionnellement et de développer leur employabilité.

La question de la formation est en effet au cœur de la politique des ressources humaines, tant elle constitue un levier pour :

- Préserver sa santé et sa sécurité au travail, au travers notamment de formations techniques
- Optimiser les ressources humaines de la Ville, en réduisant l'écart entre les compétences requises par un profil de poste et les compétences acquises par l'agent
- Renforcer son employabilité, en développant tout au long de sa carrière de nouvelles compétences
- Favoriser son évolution professionnelle (formation tout au long de la vie) et sa carrière (préparation aux examens professionnels ou concours) ;
- Permettre à tous d'être en pleine compétences pour affronter différentes situations professionnelles de travail.

Le montant précédemment alloué à cette nature constituait un montant global couvrant toutes les dépenses de formation, sans détermination d'enveloppes par type d'actions de formation. Celui-ci était précédemment budgétisé à hauteur de 150 000 € les derniers exercices avant 2021, et de 120 000 € sur 2021. A l'aune du nouveau mandat, le budget souhaité pour l'année 2022 est en augmentation, au regard de constats établis et des objectifs attendus. A ce titre, des axes de formation sont déterminés en antenne, dont deux nouvelles :

- Les formations liées au développement des compétences des agents municipaux, nécessaires à l'exercice de leurs missions et au regard des évolutions des métiers : 50 750 €
- Les formations personnelles au travers du compte personnel de formation (CPF) : 20 000 €
- La formation obligatoire des agents de police municipale : 30 000 €
- Les frais pédagogiques liés à l'accueil d'apprentis : 57 000 €
- Les formations « hygiène et sécurité », pilotées par le service Prévention Santé et Sécurité au travail : 51 300 €

2. Les pistes d'évolution pour optimiser la masse salariale

Dans ce contexte global, la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC) constitue un axe stratégique pour :

- mieux calibrer les postes aux besoins de la collectivité
- adapter les compétences des agents aux emplois
- favoriser le développement des compétences des agents
- optimiser les emplois pour mieux maîtriser la masse salariale

Les fonctions des agents sont définies dans les organigrammes qui sont progressivement ajustés pour répondre pleinement aux politiques publiques attendues. Un nouveau format de fiche de poste, beaucoup plus complet, a été élaboré fin 2021, pour affiner les fonctions, missions, compétences, qualités et aptitudes professionnelles requises pour remplir ses missions de service public, ainsi que les moyens nécessaires au poste.

Les entretiens annuels d'évaluation doivent s'inscrire dans une logique de progrès, pour permettre notamment de préciser les besoins de formation liés aux écarts constatés entre les compétences requises par un poste et les compétences détenues par l'agent occupant le poste. Au-delà, il s'agit d'évaluer l'atteinte des objectifs fixés l'année passée et de définir les objectifs de l'année à venir. A cet effet, des réunions d'information sur les outils et procédures ont été dispensées aux évaluateurs en début de campagne d'évaluation, temps qui se répètera ainsi annuellement. Des outils comme les fiches de poste et les guides pour les évalués et évaluateurs ont d'ores et déjà été actualisés, d'autres comme le compte-rendu d'évaluation professionnelle le seront également.

Enfin, en vue d'améliorer l'efficacité collective, il conviendra de réinterroger systématiquement les organisations, notamment à l'occasion de toute vacance de poste (mutation externe, mobilité interne, départ en retraite,...). Ainsi, en préalable à tout recrutement, il sera ainsi mesuré les impacts en termes de service public en cas de non-remplacement, sur des modalités réalisables d'organisation transitoire en mode dégradé, et des ajustements possibles et autres alternatives pour pallier au turnover.

De même, il conviendra d'optimiser les conditions de recours à des remplacements d'agents permanents momentanément absents, ainsi que la réalisation d'heures supplémentaires, les objectifs en matière de recrutements de vacataires ou d'emplois saisonniers.

VII – PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DES INVESTISSEMENTS

Sous ce chapitre, prennent place deux types d'engagements : ceux traçables au travers de la programmation en AP/CP régulièrement revisités à l'occasion des différentes décisions budgétaires et ceux qui peuvent être formalisés différemment à l'occasion de contrats ou de conventions.

1. Les Autorisations de Programme (AP) et Crédits de Paiement (CP)

▪ Les autorisations de programme en cours

Le tableau ci-dessous reprend l'ensemble des autorisations de programme (AP) mises en place en 2020 (délibération n°20.006 du 22/01/20) et 2021 (délibération n°21.080 du 30 juin 2021).

Les crédits de paiement sont actualisés en fonction de l'avancement des travaux réalisés et à venir.

Il convient de préciser que ces autorisations de programme seront actualisées au cours de l'année 2022.

Intitulé de l'AP (Autorisation de programme)	Montant AP	CP (Crédits de paiement)				
		Réalisé au 31.12.21	2022	2023	2024	2025
Groupe scolaire Mandela Langevin	2 450 000 €	413 481.25 €	900 000 €	750 000 €	386 518.75 €	
Groupe scolaire Marcel Cachin - Agrandissement	600 000 €	0 €	0 €	100 000 €	0 €	500 000 €
Travaux Voirie	3 298 000 €	532 005.94 €	880 000 €	500 000 €	900 000 €	485 994.06 €
Éclairage Public <i>Passage basse tension</i>	1 039 765 €	739 765.78 €	300 000 €			
Aires de jeux pour enfants <i>Renouvellement</i>	770 000 €	214 249.25 €	100 000 €	100 000 €	100 000 €	255 750.75 €
Renouvellement Urbain du quartier Sud (NPNRU)	30 233 432 €	513 261 €	1 249 521 €	6 041 229 €	9 545 705 €	12 883 716 €
Total	38 391 197 €	2 412 763.22 €	3 429 521 €	7 491 229 €	10 932 223.75 €	14 125 460.81 €

Il convient d'apporter des précisions sur les lignes suivantes :

- Groupe scolaire Mandela-Langevin

La refonte globale du nouveau groupe scolaire Mandela-Langevin se poursuit en 2022 avec l'aménagement des cours d'écoles élémentaires Langevin et Mandela (900 K€). La rénovation intérieure de l'école élémentaire Langevin ainsi que la réalisation d'une sur-toiture sur une partie de l'école maternelle Mandela sont programmées durant les congés d'été 2023.

Le montant de cette AP sera modifiée lors d'une prochaine délibération afin d'intégrer les rénovations extérieures (cours d'école et sur-toiture).

Ce projet bénéficie de recettes de l'ANRU et de la Région à hauteur d'1.5 M€

- Groupe scolaire Marcel Cachin

Au regard de nouvelles études relatives à l'évolution prévisionnelle des effectifs du Groupe scolaire Cachin dans les années à venir, il n'apparaît plus comme nécessaire d'agrandir les écoles existantes, ni de libérer les locaux occupés actuellement par l'inspection de l'Éducation Nationale au sein de l'école élémentaire (équivalent de 3 salles de classes). Néanmoins, pour améliorer le fonctionnement de cet ensemble, la Ville a proposé de réaliser une scission de l'école élémentaire en deux entités distinctes.

Dans une telle hypothèse, un certain nombre de travaux d'aménagements restaient nécessaires, en intérieur (création d'un second bureau de direction, d'une seconde salle des maîtres, etc. pour un montant estimé à 100 k€) comme en extérieur (recoupement de la cour actuelle, création d'un second point d'entrée à proximité du gymnase, aménagement de voirie, etc... pour un montant estimé à 150 K€).

Le Conseil d'école, consulté fin octobre 2021, a rejeté le principe de scission proposée par la Ville. Le projet étant pour l'instant ajourné, les crédits de paiement envisagés en 2022 sont annulés.

Sans préjuger de la suite qui sera donnée ultérieurement, l'AP devra probablement être révisée, voire annulée en fonction des décisions qui seront prises.

- Programme de travaux voirie

La ville compte environ 43 737 mètres de voiries communales. Au-delà de l'entretien courant, il est nécessaire de périodiquement envisager des réhabilitations plus lourdes ou de réaménager certaines rues. Cette autorisation de programme globalise les réhabilitations lourdes ou réaménagements prévus. Ce programme intègre également le contrôle et les travaux d'entretien des ouvrages d'art sous responsabilité de la commune.

Les opérations envisagées en 2022, pour un montant total de 880 K€ sont les suivantes :

- Rénovation de revêtements de chaussée dont :
 - Rue Chevreul, en coordination avec les travaux d'assainissement réalisés par l'EPT12
 - Rue Anatole France, en coordination avec les travaux de renouvellement de canalisation d'eau potable réalisés par le SEDIF
 - Parking du conservatoire
 - Rue Pompadour, notamment au droit de l'accès au stade J. Bouin
- Amélioration de la sécurité aux abords des écoles dont :
 - Aménagement de la rue Blanqui
 - Installation ou remplacement de barrières (école du Parc et école V. Hugo)
- Réorganisation du stationnement des véhicules dont :
 - Rue A. Sannier
- Conservation et réhabilitation des ouvrages d'art dont :
 - Passerelle Picasso
 - Pont Rondu
 - Passerelle A. France
 - Passerelle de la cuve

- Programme Eclairage Public - Passage basse tension

Engagée depuis 2016 dans un programme d'amélioration énergétique et de modernisation de son éclairage public, la ville de Choisy-le-Roi poursuit les travaux de génie civil et de passage en basse tension.

Ce programme bénéficie d'aides en faveur de la transition énergétique (État, Sipperec).

Le montant total de cette Autorisation de Programme est modifié puisqu'elle sera clôturée dès 2022. Les travaux restant à réaliser s'élèvent à 300 000 € en 2022.

- Programme des aires de jeux pour enfants

La ville de Choisy-le-Roi dispose sur son territoire de près de 150 structures de jeux réparties sur une trentaine de sites notamment dans ses écoles et ses parcs. Une somme de 100 K€ est envisagée sur l'exercice 2022 pour l'entretien et le renouvellement des structures ainsi que le remplacement des sols souples.

- Nouveau Programme de Renouvellement Urbain (NPNRU)

La convention pluriannuelle du nouveau programme de renouvellement urbain (NPNRU) du quartier des Navigateurs a été présentée en Conseil municipal en début d'année 2020, sur la base des orientations validées par le Comité national d'engagement de l'ANRU en avril 2019.

Ce projet s'attache à redonner une cohérence à un quartier Sud aujourd'hui morcelé par les infrastructures (Lignes à Haute Tension, voirie routière, Zone d'Activité Économique et voies SNCF). Cette cohérence doit se traduire par des liens urbains apaisés, des coupures diminuées mais aussi par des lieux de centralité, notamment autour du futur transport en site propre.

La participation de la ville à cet important projet s'est traduite par la création d'une AP en 2021 (délibération n°21.080 du 13 juin 2021) pour des investissements qui se concrétisent de 2020 à 2028.

Le montant global du projet s'élève à 136 M€, y compris les interventions sur l'habitat.

Le montant total des investissements à la charge de la ville est évalué à 30.23 M€ avec 16.35 M€ de recettes attendues soit un coût d'environ 14 M€ de reste à charge pour la ville. Des recettes complémentaires pourront être escomptées.

- La création d'une autorisation de programme en 2022

- Plantation d'arbres

Dans le cadre de sa politique de transition écologique, la commune de Choisy-le-Roi souhaite structurer ses actions en faveur de la protection, de la valorisation et du développement de son patrimoine arboré.

Ce patrimoine, composé d'environ 7 500 sujets qui présentent un état variable, connaît une perte annuelle de l'ordre de 2% en raison notamment de son vieillissement, de maladies ou d'aléas climatiques tels que la mini tempête du 19 juin 2021.

Il s'agit dans un premier temps d'actualiser et d'améliorer la connaissance de ce patrimoine en procédant à son recensement géo localisé. Chaque arbre référencé sera accompagné d'une fiche d'identité phytosanitaire. Cette phase, qui déterminera le plan d'actions pluriannuel, est programmée pour le premier semestre 2022.

Les actions issues de ce plan directeur concerneront les arbres d'alignement de voirie ainsi que ceux situés dans les parcs et jardins. Elles seront menées sur un rythme annuel évalué à 300 000 €, soit un investissement global de 1 500 000 € sur la période de l'Autorisation de Programme.

2. La programmation hors gestion en AP/CP

- Conventions publiques d'aménagement pour les ZAC

Concernant la **ZAC du Port**, la participation de la ville reste inchangée par rapport à la dernière délibération du Conseil municipal afférente. Le budget communal ne devrait plus être mis à contribution puisque les cessions de charge foncière sont engagées.

Concernant la **ZAC des Hautes Bornes**, aucune participation de la Commune n'est due, hors participation au coût du gymnase qui est fixée à 2.82 M€ pour un coût d'opération estimé à 4.54 M€ HT (délibération n°20.027 du 22/01/20). Le solde de la participation (300 K€) sera versé en 2022, sur les crédits prévus au budget primitif 2021 et reportés en 2022.

- Vidéo protection

L'objectif est de déployer prioritairement 80 caméras environ en 2022 pour un montant de 1.4 M€.

Une pose budgétaire est envisageable en 2023 avant de poursuivre l'opération à partir de 2024, éventuellement en fonction de la situation (expérimentation, coûts constatés...)

▪ **La Programmation Pluriannuelle d'Investissement**

La Programmation pluriannuelle d'investissement (jointe en annexe du présent document) est construite sur la durée résiduelle du mandat, soit de 2022 à 2026.

Elle prend en compte tous les investissements incompressibles et indispensables, les opérations lancées sous les précédents mandats (ANRU 1, NPNRU, les ZAC, le projet urbain du Lugo,...) et les opérations portées par la nouvelle équipe municipale (Installation d'un dispositif de vidéo protection, construction d'un équipement Piscine/gymnase, aménagement des jardins familiaux,...).

Ce PPI est amené à évoluer tout au long du mandat et devra faire l'objet de nombreux arbitrages, notamment en termes de programmation de dossiers et de recherche de subventions. Le volet « recettes » sera prochainement retravaillé avec les partenaires institutionnels.

L'objectif est de présenter à l'assemblée délibérante, dès le Débat d'Orientation Budgétaire 2023, une PPI équilibrée budgétairement pour chacune des années jusqu'à la fin du mandat.

VIII – STRUCTURE DE LA DETTE

1. Les orientations sur lesquelles s'appuie la gestion de notre dette

▪ Concernant l'emprunt

La volonté est de rester dans un profil actuel où moins d'un quart de la dette détenue par la commune correspond à des taux variables, le reste étant fixe, dès lors que ces derniers taux restent historiquement bas. Cette orientation permet au budget de bénéficier pour partie des taux très faibles actuels, tout en n'obérant pas l'avenir et d'éventuels retournements de tendance.

▪ Concernant l'encours

L'orientation première est de le stabiliser à son niveau moyen des dernières années en volume, conduisant à une diminution faible mais continue du ratio par habitant.

Toutefois, cette orientation volontairement contraignante pour la section d'investissement, sera réexaminée dès lors que la Commune engagera la réalisation de nouveaux équipements. C'est en particulier la perspective à laquelle la ville est confrontée depuis 2021, année à partir de laquelle le nouveau programme de renouvellement urbain du Quartier des Navigateurs mobilisera des fonds importants, de la ville et des différents partenaires (en investissements directs ou en subventions accordées à la ville). L'emprunt sera alors mobilisé par la ville pour concourir au plan de financement.

À noter que la ville a limité son recours à l'emprunt en 2019 (2 M€), en 2020 (3 M€), ainsi qu'en 2021 (0 M€), ce qui permettra de mobiliser davantage d'emprunts les années suivantes.

Pour mémoire, les emprunts contractés les années antérieures sont les suivants :

	Emprunts contractés
Compte administratif 2017	4 500 000 €
Compte administratif 2018	5 000 000 €
Compte administratif 2019	2 000 000 €
Compte administratif 2020	3 000 000 €
Compte administratif 2021	0 €

L'ensemble de la dette est constituée d'emprunts en euros, classé A1 selon les critères de la charte de bonne conduite (charte établie lors de la crise des dettes toxiques).

La ville n'a contracté aucun emprunt toxique.

2. Caractéristiques de la dette de la Commune

▪ Synthèse de la dette au 31/12/2020

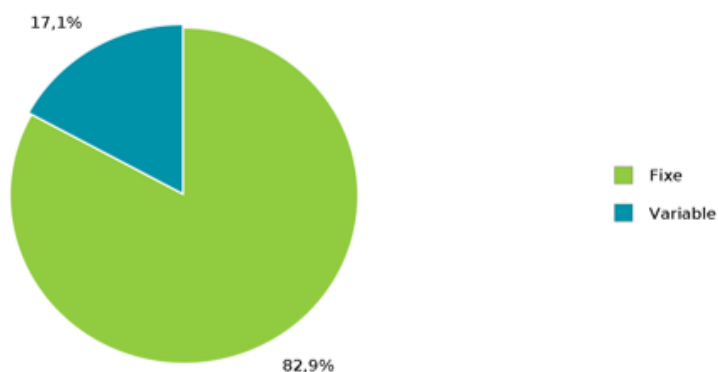
Éléments de synthèse	Au 31/12/2021	Au 31/12/2020	Variation
La dette globale est de :	36 320 435.40 €	40 555 639.99 €	↓
Son taux moyen s'élève à :	1.48 %	1.59 %	→
Sa durée résiduelle moyenne est de :	9.14 ans	9.27 ans	→
Sa durée de vie moyenne est de :	4.71 ans	4.80 ans	↓

La dette est constituée de 29 emprunts répartis auprès de 7 établissements prêteurs.

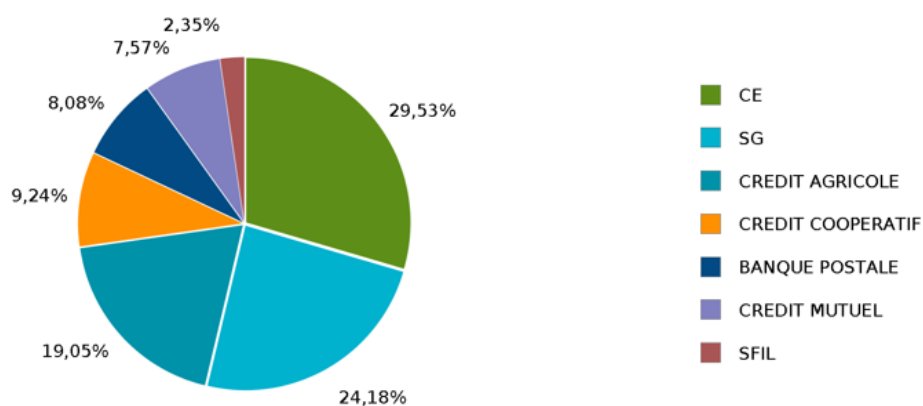
Budget	CRD	Taux moyen avec dérivés	Durée résiduelle (années)	Durée de vie moyenne (années)	Nombre de lignes
Budget Commune	34 949 637.54 €	* 1,45 %	9 ans	5 ans	25
Budget Parking	1 370 797.86 €	2,40 %	8 ans	4 ans	4

▪ Dette par type de risque

Type	Capital Restant Dû	% d'exposition	Taux moyen (ExEx, Annuel)
Fixe	30 123 001.30 €	82,94 %	1,71 %
Variable	6 197 434.10 €	17,06 %	0,38 %
Ensemble des risques	36 320 435.40 €	100,00 %	1,48 %

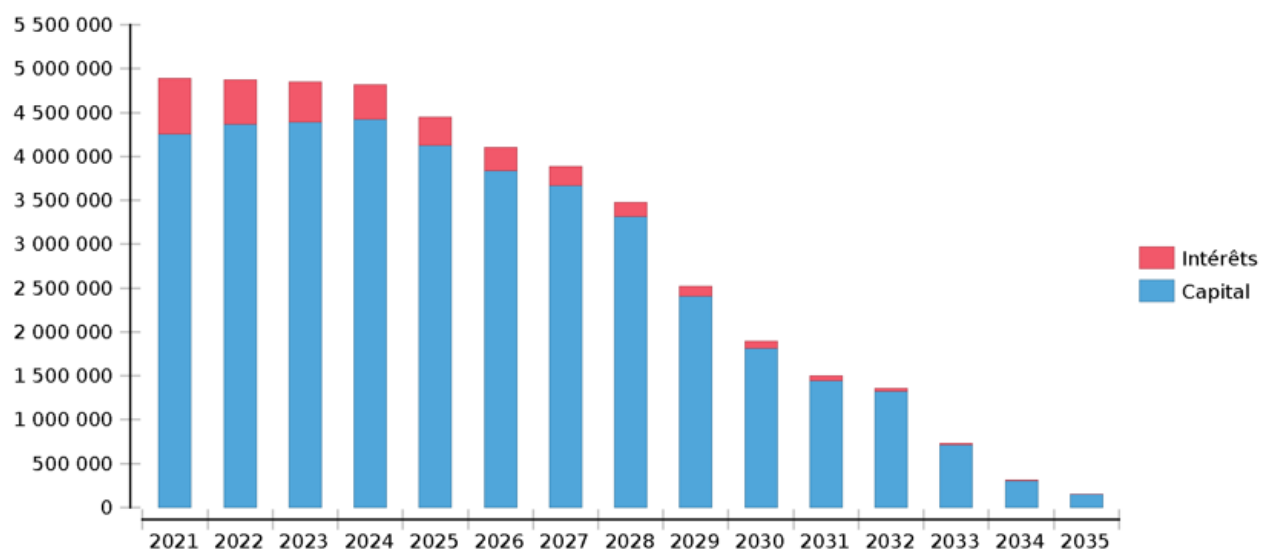


▪ Répartition de la dette par prêteur

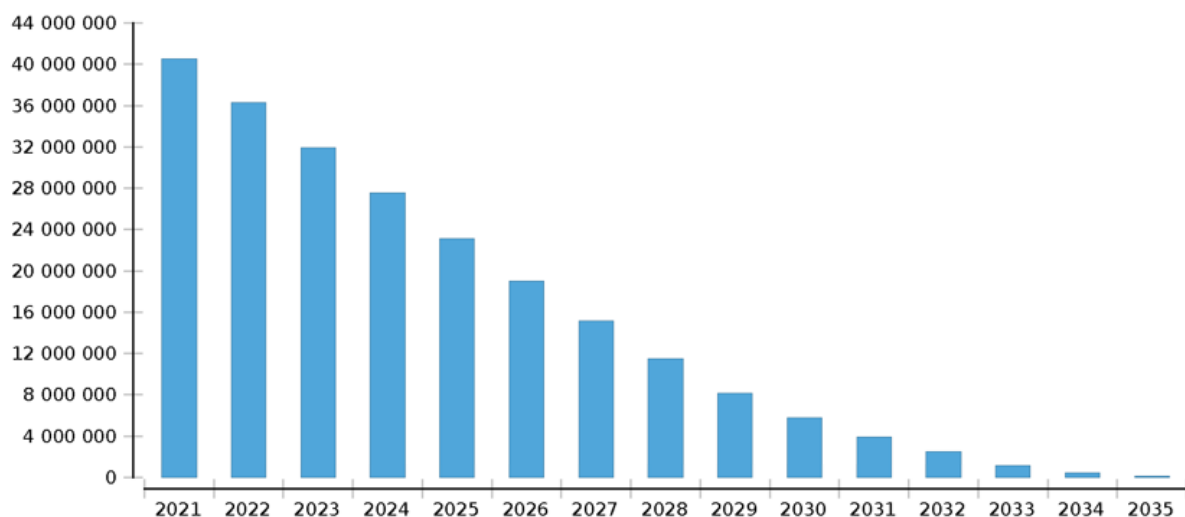


3. Profil d'extinction de la dette

▪ Evolution du remboursement du capital de la dette et des intérêts



▪ Evolution de l'encours de dette (évolution du capital restant dû)



IX – EVOLUTION DE L'ÉPARGNE – FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

1. Le budget, son évolution prévisionnelle

L'exercice de la projection pluriannuelle du budget est un exercice complexe au regard du contexte particulièrement instable des finances des collectivités territoriales, auquel s'ajoutent notamment les effets de la réforme de la TH, du transfert de la TEOM et de la Redevance spéciale à l'EPT en 2021, ce qui induit une perte de marge de manœuvre dans le budget municipal.

La projection financière du budget de fonctionnement de la commune met en perspective une hausse moyenne des recettes de l'ordre de 4.2% entre 2017 et 2019 et de 3.8% pour les dépenses.

Entre 2019 et 2020, les dépenses et les recettes sont en diminution de l'ordre de 0.8 %, principalement en raison des effets de la crise sanitaires et des mesures sociales d'accompagnement.

Entre 2020 et 2021, la diminution de l'ordre de 4.2% des recettes et de 6% des dépenses s'explique principalement par le transfert de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) et de la redevance spéciale à l'EPT en 2021.

En effet, l'ensemble des charges afférentes à la compétence « déchets ménagers » est assumée légalement par l'EPT depuis le 1^{er} janvier 2016. Cependant, la législation précisait que les communes qui n'avaient pas transféré cette compétence au 31 décembre 2015, continuaient à percevoir la TEOM et la redevance spéciale tant que l'EPT n'a pas délibéré pour les mettre en place, et ce jusqu'à fin 2020 au plus tard.

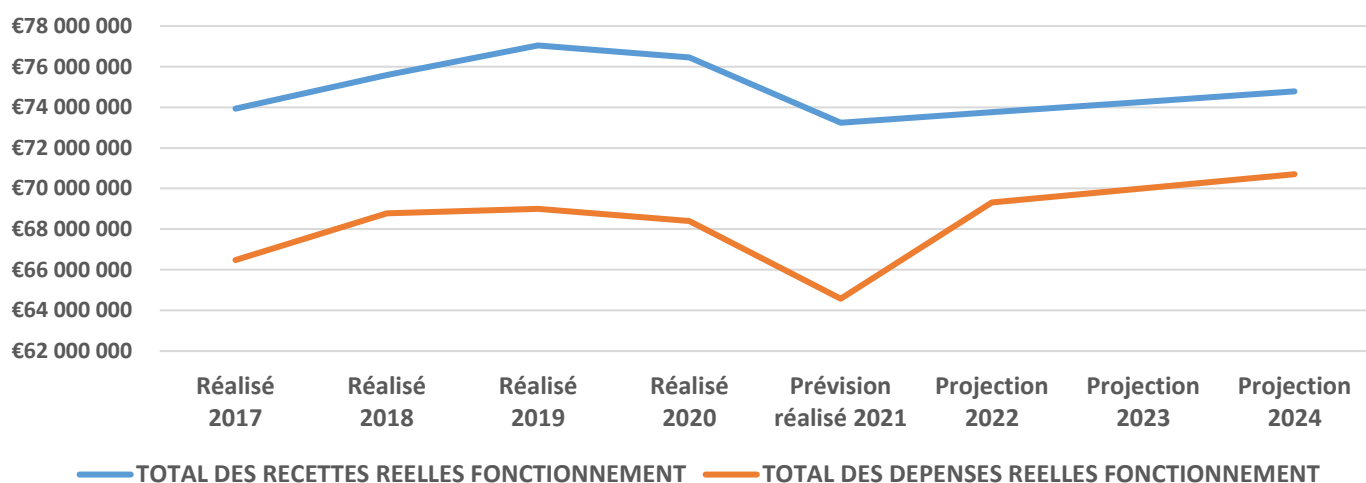
Ainsi, depuis janvier 2021, les recettes sont perçues directement par l'EPT. Il n'y a donc plus lieu de prévoir le reversement à l'EPT du coût de la compétence transférée (de l'ordre de 4.2 M€ en 2020).

L'augmentation des recettes par rapport au réalisé 2021 est estimée à 0.37%.

Quant aux dépenses, elles seront en hausse de l'ordre de 5.47%, principalement en raison de l'augmentation des charges de personnel (voir explications chapitre 012).

L'autofinancement prévisionnel reste positif tout au long de la période, mais fragilisé en raison des pertes de marges de manœuvre liées à la fiscalité. Cette tendance nécessite une maîtrise accrue des dépenses de fonctionnement, pour dégager de l'autofinancement et maintenir les capacités d'investissement de la Commune (étant par ailleurs rappelé que la commune est faiblement endettée).

Projection financière du budget de fonctionnement de la Commune de Choisy-le-Roi



2. Les équilibres financiers

	Réalisé 2018	Réalisé 2019	Réalisé 2020	Prév. réalisé 2021	BP 2022
Produit des contributions directes	31 702 676	32 562 327	32 371 566	34 094 732	36 862 351
Fiscalité indirecte	23 835 851	23 908 943	24 329 356	20 139 071	17 242 887
Produit des services et des domaines	5 096 104	5 212 170	3 698 290	4 000 557	4 170 509
Dotations	13 067 870	13 229 396	13 750 071	12 827 350	13 136 044
Autres recettes d'exploitation	1 888 552	2 128 326	2 308 831	2 176 058	2 100 340
Total des recettes réelles de fonct.	75 591 053	77 041 162	76 458 114	73 237 767	73 512 131
Charges à caractère général	14 132 275	14 530 764	13 243 724	14 394 644	15 122 750
Charges de personnel et frais assimilés	38 214 115	38 311 727	37 955 549	38 134 568	40 823 820
charges de gestion courante et exceptionnelles	8 835 902	8 732 157	9 156 228	9 077 842	9 526 196
Intérêts de la dette	760 307	695 926	609 590	595 392	500 000
Autres dépenses de fonctionnement	6 831 689	6 734 440	7 441 008	2 372 201	2 133 194
Total des dépenses réelles de fonct.	68 774 288	69 005 015	68 406 098	64 574 647	68 105 960
Epargne de gestion (EG)	7 577 072	8 732 074	8 661 605	9 258 512	5 906 171
Intérêts de la dette	760 307	695 926	609 590	595 392	500 000
Epargne brute (EB)	6 816 765	8 036 147	8 052 016	8 663 120	5 406 171
Remboursement capital de la dette	3 831 541	4 003 233	3 907 528	4 086 844	4 230 000
Epargne nette	2 985 224	4 032 914	4 144 488	4 576 276	1 176 171

L'épargne de gestion (EG) est projetée à **5.9 M€** en 2022.

L'EG résulte de la différence entre les recettes réelles de fonctionnement et les dépenses de gestion, c'est-à-dire l'ensemble des dépenses réelles de fonctionnement à l'exception des charges d'intérêts de la dette.

Elle mesure l'épargne dégagée dans la gestion courante hors frais financiers.

L'épargne brute (EB) est projetée à **5.4 M€** en 2022.

L'EB (ou capacité d'autofinancement brute) résulte de la différence entre les recettes réelles et les dépenses réelles de fonctionnement. Elle mesure la capacité d'une collectivité à financer le remboursement du capital de sa dette ainsi que ses investissements hors contraction de nouveaux emprunts et subventions d'investissements.

L'épargne nette (EN) est projetée à **1.18 M€** en 2022.

L'EN (ou capacité d'autofinancement nette) résulte de la différence entre l'épargne brute et le remboursement du capital de sa dette. Elle mesure l'épargne disponible pour l'équipement brut après financement des remboursements de dette. L'EN doit être positive afin que l'équilibre financier soit atteint. Dans le cas contraire, il y aurait recours aux recettes propres d'investissement pour couvrir le remboursement du capital de la dette (FCTVA, cessions...).

L'autofinancement est projeté à **3.47 M€** en 2022.

L'autofinancement dégagé en fin d'année 2022 sera probablement supérieur après l'intégration des résultats annuels, comme cela est constaté chaque année lors de la présentation du Compte administratif.

3. Projection financière de la section d'investissement

Au titre de la section d'investissement, les dépenses seront en augmentation sensible dans les prochaines années, en particulier avec le démarrage opérationnel du nouveau programme de renouvellement urbain des Navigateurs, qui aura un poids important sur la période 2022-2025.

A noter également la fin du portage foncier de l'EPFIF pour la résidence du Parc. Le coût de l'acquisition est de 1.5 M€, répartis entre 2021 et 2022.

N°	Intitulé	Montant global		BP 2022		BP 2023		BP 2024		BP 2025		BP 2026 et suivants	
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
1	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - ANRU / NPNRU	29 616 356 €	13 230 654 €	1 369 521 €	4 167 €	6 041 229 €	583 193 €	9 545 705 €	3 483 307 €	7 098 829 €	5 378 833 €	5 561 072 €	3 781 154 €
	ANRU 1												
	Participation GUP navigateurs	5 000 €	0 €	5 000 €									
	Jardins solidaires	10 000 €	4 167 €	10 000 €	4 167 €								
	Réalisation percée dalle Orix	105 000 €	0 €	105 000 €									
1.1	NPNRU/ZAC des Navigateurs/ZAE des Cosmonautes												
	Construction centre socio-culturel	14 448 000 €	8 780 000 €	517 200 €		4 765 800 €	439 000 €	6 965 400 €	2 853 500 €	2 199 600 €	4 170 500 €		1 317 000 €
	Parvis de l'équipement	2 012 430 €	1 339 056 €	100 621 €		603 729 €	65 743 €	1 006 215 €	394 457 €	301 865 €	657 428 €		221 428 €
	Aménagements ZAC des Navigateurs	3 437 524 €	0 €	491 075 €		491 075 €		491 075 €		491 075 €		1 473 224 €	
	Aménagements ZAE des Cosmonautes	2 549 434 €	0 €					146 284 €		637 358 €		1 765 792 €	
	Participation RD 5	215 000 €	0 €							215 000 €			
	Restructuration Espace Langevin	3 229 305 €	1 472 772 €	30 000 €		40 000 €		61 465 €		1 967 583 €	73 639 €	1 130 257 €	1 399 133 €
1.2	ZAC Briand Pelloutier												
	Equipement petite enfance	2 782 500 €	1 569 000 €	110 625 €		140 625 €	78 450 €	843 750 €	235 350 €	843 750 €	470 700 €	843 750 €	784 500 €
1.3	ZAC des Hautes Bornes												
	Rue de la Remise aux Faisans	315 163 €	65 659 €					31 516 €		189 098 €	6 566 €	94 549 €	59 093 €
	Aménagement site ADEF Remise aux Faisans	507 000 €	0 €							253 500 €		253 500 €	
2	AMENAGEMENT DU TERRITOIRE - URBANISME / FONCIER	5 496 276 €	9 629 581 €	1 363 844 €	1 071 000 €	1 928 216 €	3 884 498 €	844 216 €	1 834 083 €	1 220 000 €	2 440 000 €	140 000 €	400 000 €
2.1	Acquisitions foncières												
	Jardins familiaux - 18 av Villeneuve Saint Georges	0 €	0 €										
	Rachat EPFIF copropriété du parc	667 000 €	0 €	667 000 €									
	Pavillon 21 voie des Roses => JUGEMENT : 531 844 € à régler 2021	531 844 €	81 000 €	531 844 €	81 000 €								
	Acquisition fonds de commerce - Usufruits	300 000 €	0 €	60 000 €		60 000 €		60 000 €		60 000 €		60 000 €	
	Frais de notaires, géomètres, huissiers, petites études,...	425 000 €	0 €	105 000 €		80 000 €		80 000 €		80 000 €		80 000 €	
2.2	Ventes foncières												
	Vente pavillon 2 rue des Chalets		490 000 €		490 000 €								
	Vente pavillon 84 rue Corvol		190 000 €		190 000 €								
	Vente (2021:62 bis rue A.Lorraine / 2022:Echge foncier terrain nu)		10 000 €		10 000 €								
	Vente coques Orix		2 000 000 €				2 000 000 €						
	Taxe d'aménagement		1 700 000 €		300 000 €		300 000 €		300 000 €		400 000 €		400 000 €
	Recettes foncières (terrain hautes bornes, voirie Navigateurs, enfouissement réseaux HT)		3 118 581 €				1 584 498 €		1 534 083 €				
2.3	ZAC du port												
	Acquisition du foncier de la médiathèque	1 080 000 €	0 €							1 080 000 €			
	Fond de concours SADEV 94	0 €	2 040 000 €								2 040 000 €		
2.4	Projet urbain du Lugo												
	Acquisitions foncières												
	Site Fusco - 12, voie de l'Epinette	1 084 000 €	0 €			1 084 000 €							
	Biens SAF 94 - Voie de l'Epinette et voie des Roses	1 408 432 €	0 €			704 216 €		704 216 €					
	Aménagement voie des Roses et parvis du groupe scolaire	0 €	0 €										
	Aménagement voie de l'épinette	0 €	0 €										
	Aménagement rue du Docteur Roux	0 €	0 €										
3	ENVIRONNEMENT ET CADRE DE VIE	4 163 750 €	0 €	788 000 €	0 €	830 000 €	0 €	830 000 €	0 €	830 000 €	0 €	885 750 €	0 €
	Aires de jeux pour enfants - Renouvellement (AP/CP)	555 750 €	0 €	100 000 €		100 000 €		100 000 €		100 000 €		155 750 €	
	Programme de plantation d'arbres	1 500 000 €	0 €	300 000 €		300 000 €		300 000 €		300 000 €		300 000 €	
	Investissements courant espaces verts, travaux neufs	1 583 000 €	0 €	383 000 €		300 000 €		300 000 €		300 000 €		300 000 €	
	Jardins pédagogiques/Jardins partagés	125 000 €	0 €	5 000 €		30 000 €		30 000 €		30 000 €		30 000 €	
	Création îlots de fraîcheur	400 000 €	0 €	0 €		100 000 €		100 000 €		100 000 €		100 000 €	
4	INFRASTRUCTURES ET MOBILITES	9 430 000 €	0 €	2 810 000 €	0 €	1 330 000 €	0 €	1 730 000 €	0 €	2 030 000 €	0 €	1 530 000 €	0 €
	Travaux de voirie AP/CP (dont schéma de mobilité)	4 180 000 €	0 €	880 000 €		500 000 €		900 000 €		1 200 000 €		700 000 €	
	Divers VRD (bail voirie, ouvrage d'art,accès PMR, mobilier urbain...)	1 740 000 €	0 €	340 000 €		350 000 €		350 000 €		350 000 €		350 000 €	
	Aménagements extérieurs PPMS	80 000 €	0 €	80 000 €									
	Eclairage Public - Passage en basse tension (AP/CP)	300 000 €	0 €	300 000 €									
	Eclairage Public - Travaux neufs	2 080 000 €	0 €	360 000 €		430 000 €		430 000 €		430 000 €		430 000 €	
	Rénovation et mise aux normes carrefours SLT	230 000 €	0 €	30 000 €		50 000 €		50 000 €		50 000 €		50 000 €	
	Aménagements extérieur gymnase des Hautes Bornes	150 000 €	0 €	150 000 €									
	Passerelle Picasso	370 000 €	0 €	370 000 €									
	Création 2ème accès cours école Cachin	150 000 €	0 €	150 000 €									
	Urbanisme tactique dalle	150 000 €	0 €	150 000 €									
5	PREVENTION ET SECURITE	1 460 000 €	1 375 000 €	1 460 000 €	975 000 €	0 €	100 000 €	0 €	100 000 €	0 €	100 000 €	0 €	100 000 €
	Déploiement vidéo-protection	1 400 000 €	800 000 €	1 400 000 €	800 000 €								
	Equipement police municipale	60 000 €	75 000 €	60 000 €	75 000 €								
	Amendes de police	0 €	500 000 €		100 000 €		100 000 €		100 000 €		100 000 €		100 000 €
6	BATIMENTS ET MOYENS GENERAUX	36 594 518 €	7 697 324 €	4 850 000 €	946 286 €	5 565 000 €	4 070 000 €	6 491 518 €	770 000 €	10 515 000 €	791 038 €	6 835 000 €	1 120 000 €
	Accessibilité des bâtiments (ADAP)	975 000 €	0 €	75 000 €		300 000 €		300 000 €		300 000 €			
	Investissements courants chauffage et performance Énergétique	694 000 €	0 €	134 000 €		140 000 €		140 000 €		140 000 €		140 000 €	
	Matériaux et outillage pour travaux régie Bâtiment (CTM)	500 000 €	0 €	100 000 €		100 000 €		100 000 €		100 000 €		100 000 €	
	Investissements courants - Travaux imprévus	600 000 €	0 €	120 000 €		120 000 €		120 000 €		120 000 €		120 000 €	
	Investissements - Tx en cours d'année - Amélioration énergétique	2 538 000 €	0 €	538 000 €		500 000 €		500 000 €		500 000 €		500 000 €	

N°	Intitulé	Montant global		BP 2022		BP 2023		BP 2024		BP 2025		BP 2026 et suivants	
		Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
	Investissements courants garage et achat véhicules (PM - Saleuse)	1 153 000 €	125 000 €	253 000 €	45 000 €	225 000 €	20 000 €	225 000 €	20 000 €	225 000 €	20 000 €	225 000 €	20 000 €
	Divers bâtiments - Etudes et amélioration confort été	200 000 €	0 €			100 000 €		50 000 €		50 000 €			
	Travaux de sécurité incendie dans les bâtiments	300 000 €	0 €	100 000 €		50 000 €		50 000 €		50 000 €		50 000 €	
	Création Maisons de quartier	300 000 €	0 €			100 000 €		100 000 €		100 000 €			
	Cimetière - Construction d'un Ossuaire	100 000 €	0 €			100 000 €							
	Médiathèque - Aménagement du RdC	0 €	0 €										
	Théâtre cinéma - Restructuration des espaces d'accueil	850 000 €	0 €							850 000 €			
	Centre de loisirs Prairie : Construct., restaurant, agrandissement	450 000 €	453 824 €	50 000 €	453 824 €	400 000 €							
	Centre de loisirs Gondoles : restructuration (fin travaux en 2020)	0 €	118 500 €		118 500 €								
	Groupe scolaire Mandela Langevin - Rénovation intérieure + cours	2 036 518 €	1 500 000 €	900 000 €	328 962 €	750 000 €	800 000 €	386 518 €	200 000 €		171 038 €		
	Groupe scolaire Marcel Cachin - IEN + scission élémentaire + agrandissement	100 000 €	0 €	0 €		100 000 €							
	Ecole élémentaire V. Hugo - Rénovation, mise aux normes, Ad'AP	1 900 000 €	1 000 000 €	1 300 000 €		600 000 €	650 000 €		350 000 €				
	Ecoles -Sécurisation PPMS attentats	440 000 €	0 €	80 000 €		180 000 €		180 000 €					
	Maison Rouget de Lisle - Rénovation	0 €	500 000 €			0 €	500 000 €	0 €					
	CTM - Requalification	550 000 €	0 €	50 000 €		500 000 €							
	Aménagement locaux pour la PM	750 000 €	0 €	750 000 €									
	Déménagement service des Archives	100 000 €	0 €	100 000 €									
	Henri Wallon - Réfection couverture suite tempête	200 000 €	0 €	200 000 €									
	Usine Hollander	0 €	0 €										
	Usine Hollander - Réaménagement de la salle en RdC	250 000 €	0 €			250 000 €							
	Cuisine centrale - Rénovation et divers investissements	0 €	0 €										
6.1	Réhabilitation de la cathédrale Saint-Louis Saint-Nicolas												
	AMO programmation concours de Maîtrise d'Œuvre	118 000 €	0 €										
	Mission Architecte des Monuments Historiques	1 100 000 €	0 €					150 000 €		500 000 €		450 000 €	
	Frais et honoraires divers	100 000 €	0 €					20 000 €		30 000 €		50 000 €	
	Travaux sur le clos/couvert (Phase 1)	6 120 000 €	1 500 000 €					320 000 €	200 000 €	3 000 000 €	600 000 €	2 800 000 €	700 000 €
	Travaux de réaménagement du pavillon du roi (Phase 2)	2 400 000 €	400 000 €									2 400 000 €	400 000 €
6.2	Construction d'une groupe scolaire 12 classes au Lugo												
	Mission d'AMO programmation	100 000 €	0 €	100 000 €									
	Frais et honoraires de Maîtrise d'Œuvre	950 000 €	0 €			250 000 €		450 000 €		250 000 €			
	Travaux de construction	8 500 000 €	2 100 000 €			800 000 €	2 100 000 €	3 400 000 €		4 300 000 €			
6.3	Construction d'une ferme bio pédagogique												
	Mission d'AMO programmation	20 000 €	0 €										
	Frais et honoraires de Maîtrise d'Œuvre	200 000 €	0 €										
	Travaux de construction	2 000 000 €	0 €										
7	EQUIPEMENTS SPORTIFS	20 752 908 €	8 560 441 €	222 908 €	510 441 €	190 000 €	0 €	820 000 €	50 000 €	1 510 000 €	400 000 €	190 000 €	0 €
7.1	Equipements sport (piscine, stades et gymnases)	582 908 €	27 500 €	222 908 €	27 500 €	90 000 €		90 000 €		90 000 €		90 000 €	
	Remplacement tapis synthétique de l'ancien terrain d'honneur rugby	300 000 €	50 000 €					300 000 €	50 000 €				
	Réalisation d'un terrain de sport en gazon synthétique	900 000 €	400 000 €							900 000 €	400 000 €		
	Equipements sport - Diverses réfections (Moyens matériels, Stand tir, ..)	400 000 €	0 €			100 000 €		100 000 €		100 000 €		100 000 €	
	Stade Jean Bouin - Rénovation de la tribune du terrain d'honneur rugby	420 000 €	0 €							420 000 €			
	Stade Jean Bouin - Locaux techniques et sanitaires du personnel	330 000 €	0 €					330 000 €					
	Gymnase Rousseau - Performance énergétique	0 €	482 941 €		482 941 €								
7.2	Construction d'un complexe Gymnase/Piscine (SEMOP à étudier)												
	Mission d'AMO programmation	120 000 €											
	Frais et honoraires de Maîtrise d'Œuvre	1 700 000 €											
	Travaux de construction	16 000 000 €	3 600 000 €										
	Vente du foncier de la piscine actuelle		4 000 000 €										
8	MATERIELS ET BESOINS RECURENTS	4 839 214 €	163 396 €	985 214 €	143 396 €	963 500 €	5 000 €	963 500 €	5 000 €	963 500 €	5 000 €	963 500 €	5 000 €
	Subvention d'investissement Sapeurs-pompiers de Paris	800 000 €	0 €	160 000 €		160 000 €		160 000 €		160 000 €		160 000 €	
	Matériels et équipements divers autres services	499 214 €	8 000 €	179 214 €	8 000 €	80 000 €		80 000 €		80 000 €		80 000 €	
	DNR - Investis. courant et frais d'études informatique, téléphonie	1 800 000 €	107 696 €	360 000 €	107 696 €	360 000 €		360 000 €		360 000 €		360 000 €	
	DNR - Réseau fibre propre à la commune (dt équipements actifs)	500 000 €	0 €	100 000 €		100 000 €		100 000 €		100 000 €		100 000 €	
	Mobilier et équipements Enfance, entretien et restauration	791 000 €	0 €	111 000 €		170 000 €		170 000 €		170 000 €		170 000 €	
	Equipements spécifiques DRH (service PSST)	117 000 €	25 700 €	23 000 €	5 700 €	23 500 €	5 000 €	23 500 €	5 000 €	23 500 €	5 000 €	23 500 €	5 000 €
	Frais d'insertion, cautions, avances	332 000 €	22 000 €	52 000 €	22 000 €	70 000 €		70 000 €		70 000 €		70 000 €	
	FCTVA	0 €	8 700 000 €		1 200 000 €		1 500 000 €		2 000 000 €		2 000 000 €		2 000 000 €
	Emprunt (nouveau et rbst du capital - hyp 6 M€ emprunt nouveau)	22 960 000 €	32 380 280 €	4 230 000 €	7 823 026 €	4 282 000 €	6 557 254 €	4 713 000 €	6 000 000 €	4 811 000 €	6 000 000 €	4 924 000 €	6 000 000 €
	Refinancement emprunts	4 000 000 €	4 000 000 €	4 000 000 €	4 000 000 €								
	Tringa-Marena	284 758 €	284 758 €	284 758 €	284 758 €								
	Amortissements, tvx en régie transfert frais d'études	1 438 425 €	11 090 000 €	358 425 €	2 290 000 €	270 000 €	2 200 000 €	270 000 €	2 200 000 €	270 000 €	2 200 000 €	270 000 €	2 200 000 €
	Virement de la section de fonctionnement (AUTOFINANCEMENT)	0 €	12 974 596 €		3 474 596 €		2 500 000 €		3 000 000 €		2 000 000 €		2 000 000 €
	Total général (dépenses et recettes)	120 878 205 €	102 486 030 €	22 722 670 €	22 722 670 €	21 399 945 €	21 399 945 €	26 207 939 €	19 442 390 €	29 248 329 €	21 314 871 €	21 299 322 €	17 606 154 €
	Reste à financer			0 €		0 €		6 765 549 €		7 933 458 €		3 693 168 €	